

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ADMISSION TEMPORAIRE

ET DE
LA MÉVENTE DES BLÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

LE SAMÉDI 10 JANVIER 1903. A 1 H. 1/2

PAR

PAUL FROGET

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. VIGNES, AGRÉGÉ
M. BIGALLET, CHARGÉ DE COURS

PARIS

MARCHAL ET BILLARD

LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION
27, PLACE DAUPHINE, 27

1903



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548218_0008

DE
L'ADMISSION TEMPORAIRE
ET DE
LA MÉVENTE DES BLÉS

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ADMISSION TEMPORAIRE

ET DE
LA MÉVENTE DES BLÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

LE SAMEDI 10 JANVIER 1903 A 1 H. 1/2

PAR

PAUL FROGET

SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. VIGNES, AGRÉGÉ
M. BIGALLET, CHARGÉ DE COURS

PARIS

MARCHAL ET BILLARD

LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION
27, PLACE DAUPHINE, 27

1903



A MON PÈRE

DE
L'ADMISSION TEMPORAIRE
ET DE
LA MÉVENTE DES BLÉS

INTRODUCTION

De tous les objets de consommation, le plus utile pour nous est sans contredit le pain, base de notre alimentation, dont la matière première est le blé. Il semble donc que nous ayons intérêt à ce que les pouvoirs publics favorisent l'abondance et le bas prix des grains, de manière à les mettre à portée des classes les moins fortunées.

Il y a pourtant une limite. Si le prix ne couvre pas et au delà les frais de production, la culture sera peu à peu délaissée et la disette peut être la conséquence d'une abondance excessive.

Le devoir du législateur est donc de concilier l'intérêt du consommateur et celui du producteur. Mais comment y arriver ?

Les uns ont cru qu'on ne saurait y parvenir sans l'intervention de l'État, ce sont les protectionnistes. Les autres ont été d'avis que le meilleur moyen d'as-

surer l'approvisionnement des peuples est de laisser toute latitude à l'agriculture et au commerce, ce sont les libre-échangistes.

Dans notre pays les deux systèmes ont été appliqués successivement. Le régime réglementaire, d'abord en vigueur, fit place avec Turgot au régime de liberté. Ce dernier fut à son tour remplacé par l'autre, jusqu'à ce qu'il en triomphât dans la loi de Prairial. Enfin vint le système de l'échelle mobile et depuis, les idées protectionnistes ont prévalu en France.

En Angleterre nous retrouvons les mêmes alternatives.

Pendant de longues années, la Grande-Bretagne suffit aux besoins de sa consommation. Guillaume III, pour se concilier la faveur des grands propriétaires fonciers, les « Landlords », s'était efforcé de maintenir le blé à un prix élevé. A cet effet, il avait accordé des primes à l'exportation dans les années d'abondance et établi un droit d'importation à l'entrée des blés étrangers. A ce système succéda celui de l'échelle mobile (*sliding scale*), d'après lequel les droits s'élevaient lorsque le prix du blé s'abaissait et diminuaient dans le cas contraire. Ce fut la première conquête du parti manufacturier sur le parti agricole. Plusieurs années de disette ayant fait hausser le blé considérablement, il se forma une association fameuse qui prit le nom de « ligue contre la loi des céréales », et une

lutte acharnée s'engagea entre le peuple et la bourgeoisie d'un côté et l'aristocratie de l'autre. Elle aboutit au libre-échange, grâce aux efforts de Robert Peel.

Ainsi tandis que l'Angleterre passait du régime restrictif au régime libre, nous abandonnions le régime de liberté pour le régime réglementaire.

Quelles en ont été les conséquences ?

En Angleterre les surfaces emblavées se sont réduites et l'ensemencement du blé qui couvrait en 1861, 1.456.815 hectares, n'en occupe plus aujourd'hui que 746.617.

L'agriculture anglaise, sacrifiée au commerce et à l'industrie, a été anéantie par l'invasion des blés américains.

Aussi la Grande-Bretagne se trouve, au point de vue de son alimentation, dans une situation critique. En temps de paix, elle est à la merci des puissances qui l'approvisionnent. Que les États-Unis, par exemple, s'avisent de mettre des droits à l'exportation de leurs blés, il se produira chez elle une hausse générale des cours et par suite une augmentation de prix du pain. En temps de guerre, il suffira d'un blocus de quelques mois pour la réduire à toute extrémité.

En France nous avons été plus prévoyants. Nous avons pensé avec raison que, au-dessus de l'intérêt du producteur et du consommateur, il y a celui de la nation qui, pour conserver son indépendance, doit

pouvoir se suffire à elle-même, et tous nos gouvernements ont eu soin de protéger notre agriculture contre la concurrence étrangère.

Cette dernière était-elle à redouter ?

Pour s'en rendre compte, il suffit de jeter les yeux sur l'histoire économique des vingt dernières années du siècle qui vient de finir.

D'un côté nous voyons la production du blé augmenter d'une manière considérable dans le monde entier. Les États-Unis et le Canada, nos premiers concurrents et aussi les plus redoutables, disposant d'immenses territoires d'une fertilité extraordinaire, les mirent en culture et purent ainsi produire à des conditions exceptionnelles de bon marché. A ces concurrents de la première heure, d'autres vinrent s'ajouter : la République Argentine, l'Australie, l'Inde et enfin la Russie qui va bientôt jeter sur nos marchés ses blés de Sibérie.

Parallèlement à cet accroissement de production, l'industrie des transports en général et en particulier des transports maritimes s'améliorait. Les navires à vapeur remplacèrent les bateaux à voiles, ce qui permit au nouveau monde de déverser en peu de temps et à peu de frais ! le trop-plein de sa production sur les marchés de la vieille Europe.

1. Un quintal de blé est transporté d'Amérique en Europe pour 1 fr. 25 environ, ce qui représente à peu près le coût du transport par chemin de fer d'une gare de Vendée à Paris.

En regard de cette augmentation de production, des facilités de transport et du bas prix de la marchandise venant de l'étranger, examinons ce qu'était notre agriculture.

Elle n'avait réalisé aucun progrès. Le rendement des terres à l'hectare était resté stationnaire. La main-d'œuvre, par suite de l'exode des habitants des campagnes vers les villes avait augmenté. De sorte que nos producteurs de blés, écrasés d'impôts et obligés de payer des fermages élevés, se seraient trouvés dans l'impossibilité la plus absolue de lutter contre le bas prix des produits venant de l'étranger.

C'est alors que furent établis les droits protecteurs.

Ces droits, d'abord minimes (0 fr. 60 par quintal), furent portés à 3 francs en 1885 ¹, puis élevés à 5 francs en 1887 ² et à 7 francs par la loi du 27 février 1894 ³, encore en vigueur.

Le gouvernement français ne s'est pas contenté de cette protection.

Il s'est efforcé d'instruire le cultivateur. Par des professeurs d'agriculture, des subventions aux syndicats et comices agricoles, par l'installation de champs d'expérience, enfin par la diffusion de l'instruction, il le mit au courant des progrès de la science et lui

1. Loi du 29 mars 1885.

2. Loi du 30 mars 1887.

3. *Journal officiel* du 28 février 1894.

fit comprendre l'intérêt qu'il y avait pour lui à perfectionner ses méthodes culturales par l'emploi judicieux des engrais chimiques.

Cette double intervention des pouvoirs publics a eu des résultats heureux.

La France, dont l'agriculture aurait été anéantie, comme le fut celle de l'Angleterre, par l'invasion des produits étrangers, est aujourd'hui « un pays riche en blé¹ ». Les céréales y occupent une surface de 14 millions d'hectares (à peu près $\frac{3}{5}$ du sol cultivé) dont 7 millions d'hectares pour la seule culture du blé et, d'après les statistiques officielles dressées par le ministère de l'agriculture, la production augmente toujours².

Mais on reconnut bientôt que, si le régime protectionniste est avantageux pour le producteur national, par contre, il cause un grave préjudice à l'industrie en augmentant ses frais de production et au commerce, en lui interdisant l'exportation.

Pour se livrer au commerce extérieur, il faut pouvoir fournir au consommateur étranger un produit similaire à un prix inférieur ou tout au moins égal à celui de l'industriel indigène. Cette condition est-elle réalisable avec des droits de douane grevant la

1. Parole prononcée par M. Tisserand, directeur de l'agriculture, le 1^{er} janvier 1886, au début d'un rapport présenté au ministre de l'agriculture.

2. La production annuelle du blé a augmenté en moyenne de 9,100.000 hectolitres dans ces huit dernières années.

matière première servant à la fabrication de ce produit ? Évidemment non. Les droits de douane sur une matière supposent nécessairement que cette matière ne peut être obtenue, dans le pays protégé, à des conditions aussi avantageuses que dans les autres pays. Or, le coût de la matière première étant un des éléments constitutifs du prix de revient, il en résulte forcément que l'industriel de ce pays ne peut livrer le produit transformé au même prix que son concurrent étranger.

En ce qui concerne les blés, les droits protecteurs devaient donc avoir pour conséquence de nuire à une de nos principales industries nationales : la meunerie, en entravant ses approvisionnements et en lui rendant impossible le commerce d'exportation, qui lui procure ses plus gros bénéfices.

Et pourtant la meunerie est une industrie précieuse. De toutes les industries, c'est peut-être celle qui, d'une manière indirecte, procure à un pays les plus grands avantages, à cause des nombreuses branches du travail national auxquelles elle se rattache. Le blé, en effet, est une marchandise encombrante qui fournit à la grande navigation, au cabotage, aux chemins de fer, aux ports de mer et aux marchés des villes de l'intérieur un élément considérable¹. D'autre part, la prospérité de la meunerie

1. On pourrait également parler ici des avantages, pour une nation, du trafic international. Voir Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. IV, p. 72 et s.

intéresse au plus haut point l'agriculture, puisque le blé ne se consomme et n'est utilisable que sous forme de farine.

Aussi nos législateurs ont pensé qu'il était indispensable d'ouvrir quelque soupape de sûreté qui permette aux blés étrangers de pénétrer en France, sans que notre agriculture nationale puisse en souffrir.

Tel est le but de l'admission temporaire.

On peut la définir : un procédé douanier d'après lequel certains industriels importent en franchise des matières premières, frappées de droits d'entrée, à charge de réexportation du produit fabriqué, dans un délai et sous des conditions déterminés. Un meunier de Marseille, par exemple, pourra introduire dans son moulin 150 quintaux de blés russes ou australiens et les réexporter sous forme de farines dans un délai de deux mois, sans être tenu de payer à la douane le droit de 7 fr. par quintal établi à l'entrée des blés.

L'admission temporaire est, pour ainsi dire, un séjour de tolérance, sans acquit de droits, accordé temporairement sur le sol français à des matières étrangères, destinées à être réexportées ou rétablies en entrepôt, après avoir reçu une main-d'œuvre française¹.

1. Pour avoir une idée de l'importance des stocks de blés admis temporairement, nous avons recherché, dans les statistiques

Accordée à une foule de produits ¹, elle a contribué dans une mesure très appréciable, au développement de notre travail national et de notre commerce d'exportation.

En somme, l'admission temporaire est un système créé pour atténuer les dommages dérivant des droits protecteurs.

Ce système n'est pas le seul; d'autres ont donné le même résultat.

L'un d'eux, peut-être le moins répandu, mais certainement le plus simple, est celui des ports francs et zones franches. Là les produits étrangers importés sont manipulés, fabriqués et réexportés sans être soumis à aucun droit de douane. Nos voisins, soumis à un régime économique analogue au nôtre ou s'en rapprochant, ont eu recours à ces organismes, qui, s'adaptant à leur commerce ou à leurs industries particulières, leur ont permis d'augmenter leur tra-

du ministère de l'agriculture, le tableau de nos importations temporaires depuis 1894 :

1894.	5.800.000	quintaux.
1895.	4.481.000	—
1896.	6.122.000	—
1897.	6.304.279	—
1898.	3.632.071	—
1899.	5.341.682	—
• 1900.	4.299.078	—
1901.	4.548.702	—

1. Voir *Tarif des douanes*, observations préliminaires, n° 196, p. 153 et s.

fic à notre préjudice et de prendre peu à peu notre place sur les marchés extérieurs, où nos produits étaient jadis seuls recherchés.

Pour remédier à cette situation, trois propositions de loi ont été récemment déposées à la Chambre des députés par MM. Louis Brunet, Antide Boyer, J. Thierry et plusieurs de ses collègues pour l'établissement en France de zones ou de ports francs, tels qu'ils existent dans plusieurs villes étrangères. Ces trois propositions furent renvoyées à l'examen de la Commission du commerce et de l'industrie, qui chargea une délégation, ayant pour président M. Alexis Muzet, de visiter les principaux ports étrangers où sont établis des points francs, zones franches ou dépôts francs. Les Chambres de commerce de Paris, Marseille, Dunkerque, Bordeaux, Nantes, La Rochelle, Alger et Oran furent consultées et le 6 juillet 1901, M. Muzet, au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, fit un rapport très documenté¹, dans lequel, après avoir analysé les projets soumis à la Chambre, les documents recueillis par lui et ses collègues dans leur voyage à travers l'Europe, et enfin les avis des Chambres de commerce, il conclut pour l'établissement, par décret rendu en conseil d'État, de zones franches dans les villes où il existe un port maritime ou fluvial, en

1. Voir *Journal officiel*, Documents parlementaires, annexe n° 2624.

prenant comme modèle pour les dispositions générales, l'outillage, les constructions et les accessoires, la zone franche de Hambourg, complétée par celle de Copenhague, qui, plus moderne que celle de Hambourg, a pu profiter des derniers perfectionnements.

Ces divers projets vont incessamment être soumis à l'approbation du Parlement. Il serait à désirer que nos législateurs dotent notre commerce et notre industrie de ce nouvel organisme qui rendra à la France sa supériorité économique, que les autres puissances, l'Allemagne entre autres, sont en train de lui ravir.

Un autre procédé est le drawback.

Le drawback a beaucoup d'analogie avec l'admission temporaire, mais tandis que, sous ce dernier régime, l'importateur se borne à s'engager vis-à-vis de la douane à acquitter les droits, au cas où la réexportation n'aurait pas lieu, sous le régime du drawback, au contraire, les droits sont payés à l'entrée et remboursés à la sortie.

Longtemps pratiqué en France, où il fut d'abord connu sous le nom de « primes de sortie », le drawback a complètement disparu de notre législation douanière, malgré les efforts tentés pour le rétablir en 1872 et en 1891, et il a fait place au régime de l'admission temporaire considéré comme plus simple et plus pratique.

Ces deux régimes ont comme caractère commun l'importation précédant l'exportation. Lorsque, inversement, l'exportation est antérieure à l'importation, on se trouve en présence du système des bons d'importation.

A tout exportateur, il est délivré un bon, pouvant servir à acquitter certains droits de douane, pour une somme égale aux droits qui frappent à leur entrée les marchandises importées.

Les bons d'importation sont en usage en Allemagne depuis une loi du 4 avril 1894 et ils y ont produit d'heureux résultats, en permettant aux contrées les plus fertiles de ce pays d'écouler leur trop-plein à l'étranger, pendant que les contrées moins favorisées reçoivent de leurs plus proches voisins ce qui leur manque.

Tous ces régimes ne sont que l'application d'un même principe. On peut critiquer le procédé, on peut, on doit chercher à l'améliorer, mais le principe par lui-même est intangible, il constitue une des données essentielles de l'économie nationale, c'est-à-dire de la science qui s'occupe des combinaisons ou individuelles ou collectives, employées pour satisfaire les besoins particuliers et dont le but est une égale répartition des richesses.

En ce qui concerne les blés, il fallait trouver un système pouvant concilier les intérêts opposés de l'agriculture et de la meunerie. L'une réclamait le

libre échange, l'autre l'établissement de droits protecteurs. Ces droits furent accordés à l'agriculture, mais on permit aux meuniers d'en obtenir le remboursement au moyen de l'admission temporaire. Telle fut la solution donnée par nos législateurs à ce problème qui, à première vue, semblait impossible à résoudre : maintien des tarifs protecteurs sur les blés, — développement du commerce d'exportation des farines.

A proprement parler, l'admission temporaire est une arme de défense octroyée aux meuniers contre la protection donnée à l'agriculture. Aussi peut-on remarquer que toutes les fois que l'une ou l'autre de ces industries traverse une période critique, elle demande l'extension ou la restriction du régime de l'admission temporaire.

Actuellement la meunerie française est des plus prospères. Elle possède une organisation puissante, des associations locales, une fédération et un comité central toujours prêt à défendre les intérêts de la corporation. Son matériel a été renouvelé. Les moulins à cylindre se sont multipliés, ce qui lui a permis d'augmenter la qualité et la quantité de ses farines. Aussi ses produits sont appréciés dans le monde entier et elle lutte avec avantage sur les marchés anglais avec les meuniers américains.

Notre agriculture, au contraire, subit une crise par suite de la mévente des blés. De tous côtés des

plaintes s'élèvent. Bientôt le prix du blé ne désintéressera plus le cultivateur de ses frais de production. Nos législateurs ont pensé qu'il était temps de mettre un terme à cette situation. Ils ont cherché à quelle cause il fallait l'attribuer. Les protectionnistes ont accusé la spéculation provoquée par l'admission temporaire qui fonctionne au moyen des acquits à caution. Aussi les Chambres ont jugé nécessaire de modifier notre régime d'admission temporaire des blés.

Nous nous proposons dans cette étude, après avoir exposé les diverses phases par lesquelles a passé l'admission temporaire des blés en France, d'énoncer dans une première partie les réformes qui ont été apportées à ce régime et de montrer les réglementations sévères auxquelles il est soumis chez nos voisins. Dans une deuxième partie, nous rechercherons quels sont les reproches adressés à l'admission temporaire, si ces reproches sont fondés et si la nouvelle loi ne mérite aucune critique. Enfin, dans une troisième partie, nous essayerons de trouver un système capable de mettre fin à la crise agricole, en assurant la hausse des blés.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ADMISSION TEMPORAIRE DES BLÉS EN FRANCE DE 1819 A 1899

La France était sous le régime douanier de l'échelle mobile, lorsque l'admission temporaire fit son apparition dans notre législation.

Ce système de l'échelle mobile, venu d'Angleterre chez nous, avait été établi par deux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821, dans le but d'assurer aux céréales un prix moyen avantageux et pour le producteur et pour le consommateur. Sous ce régime douanier, tantôt l'exportation était prohibée, lorsque le prix maximum, fixé chaque mois par les soins du ministre du commerce, était atteint ; tantôt l'importation était interdite, lorsque les prix étaient descendus au-dessous du minimum.

Malgré cette interdiction et bien que le prix moyen du blé dans la zone du midi fût inférieur au minimum légal, il entraît à Marseille une grande quantité de blés étrangers qui étaient mis en entrepôt pour être ensuite réexportés. Ces blés ne faisant que transiter

sur le territoire français, ne pouvaient déprécier les cours de nos marchés, mais en revanche l'industrie marseillaise n'en tirait aucun profit ; aussi les meunierseurent-ils l'idée de demander au gouvernement l'autorisation de transformer ces blés en farine et de les réintégrer en entrepôt après transformation.

Une ordonnance des 28 septembre et 4 octobre 1828 fit droit à cette demande.

Elle débute par les considérations suivantes :

« Sur le compte qui nous a été rendu des avan-
« tages que pourrait retirer le commerce de notre
« royaume de la faculté de réexporter, après les avoir
« fait convertir en farines, les grains étrangers reçus
« en entrepôt réel, soit à raison des bénéfices pro-
« venant de la mouture, soit à cause du plus de faci-
« lité et de latitude qui en résulterait pour la venté
« au dehors, pourront, etc...

Des précautions furent prises pour que notre système protecteur n'ait à subir aucune atteinte de cette innovation. Aux termes de l'article 6, la douane devait « faire surveiller la conversion des grains en farines et exécuter toutes visites et recherches nécessaires » pour que les blés soient réintégrés en entrepôt non seulement dans leur identité de substance, mais encore dans leur intégralité.

Cette ordonnance ne fut pas appliquée à la lettre.

Tout d'abord les meuniers n'apurèrent pas leurs soumissions d'admission temporaire avec les farines

provenant du blé sorti de l'entrepôt, mais avec d'autres venant de blés indigènes. De plus, ils se contentèrent de réintégrer le minimum de farine fixé par les règlements, alors que, en fait, la quantité réellement obtenue par la mouture dépassait presque toujours ce minimum.

En 1835, le prix du blé ayant baissé énormément, les agriculteurs firent entendre de nombreuses plaintes et attribuèrent la dépréciation des cours aux abus qui s'étaient glissés dans l'application de l'ordonnance de 1829.

Ce fut alors qu'intervint l'ordonnance du 20 juin 1835. On reconnut qu'en fait il était impossible à la douane de vérifier l'identité de la marchandise. Aussi permit-on aux meuniers de compenser une entrée de blé étranger par une sortie de blé indigène. Mais comme cette faculté pouvait nuire au producteur national, en ce que les blés étrangers, plus riches en gluten que les nôtres, seraient préférés des consommateurs, une ordonnance du 22 juillet de la même année supprima l'admission temporaire des blés durs ¹, pour ne la maintenir qu'aux blés tendres, analogues à ceux produits par le sol français.

L'ordonnance précitée du 20 juin 1835, s'occupa en outre de la fissure provenant du taux de blutage, au moyen de laquelle les meuniers conservaient une

1. Voir article 1^{er} de l'ordonnance du 22 juillet 1835.

certaine quantité de farine exempte de tout droit de douane. Son article 2 décida que, pour 100 kilogrammes de blé importé, le meunier devait ressortir 78 kilogrammes de farine, blutée de 30 à 32^o/. Le son provenant de la mouture fut frappé d'un droit payé sur 22 kilogrammes par quintal de grains et aucun déchet ne fut autorisé. Enfin on limita le délai d'apurement.

Les meuniers protestèrent. Ils prétendirent qu'une loi seule pouvait modifier un tarif douanier voté par le Parlement et que, par suite, les ordonnances de 1828 et de 1835 étaient entachées d'illégalité.

Pour couper court à cette discussion qui menaçait de se prolonger, le gouvernement fit voter la loi du 5 juillet 1836, sanctionnant les ordonnances de 1828 et de 1835.

Cette loi présentée par M. Thiers le 3 février 1834 n'aboutit qu'en 1836.

Son article 5 autorisait le pouvoir exécutif à « faire toutes les concessions d'admission temporaire qu'il croirait utiles ».

Mais elle ne modifiait en rien le régime de l'ordonnance du 20 juillet 1835 et les meuniers continuèrent leurs doléances. Ils se plaignaient d'être obligés de sortir plus de blés transformés en farines qu'ils n'en avaient importés et surtout de ne pouvoir améliorer la qualité de leur farine, en y faisant entrer des blés durs étrangers, sans être contraints de payer des droits de douane.

Ces plaintes furent enfin écoutées et un décret du Président de la République du 14 janvier 1850 abrogea les ordonnances des 28 septembre 1828 et 20 juillet 1835.

Ce décret a donné lieu à une circulaire de l'administration des douanes en date du 19 janvier 1850 ¹, où il est dit ce qui suit :

« Le but principal de ce décret est de laisser aux
« minotiers la faculté ou de réexporter identique-
« ment les farines provenant de la mouture des blés
« étrangers soumissionnés ou d'échanger ces blés
« contre des quantités proportionnelles de farines
« indigènes et par une conséquence rationnelle, non
« seulement de rendre désormais inutile tout con-
« trôle sur l'emploi des grains admis temporaire-
« ment, mais encore de permettre la mouture dans
« toutes les usines en dehors des limites où jusqu'à
« présent la faculté en a été restreinte. »

Ainsi après la délivrance de l'acquit à caution, les blés étaient mis à l'entière et libre disposition des importateurs et lors de la présentation des farines pour la réexportation ou l'entrepôt, la douane avait seulement à reconnaître qu'elles étaient de pur froment, bien conditionnées et blutées au degré déclaré. En cas de doute, des échantillons devaient être soumis à l'examen d'experts, institués près le département du

1. J. G. Dalloz, ch. VIII, section 4, article 2.

commerce et de l'agriculture par la loi du 27 juillet 1832.

De plus, ce décret permit aux meuniers d'exporter plus ou moins de farine, selon sa qualité. La mouture fut autorisée à 3 degrés de blutage, à 10, 20 et 30%. Pour chaque quintal de blé entré en admission temporaire, il fallut réexporter 90 kilogrammes de farine du premier type, 80 du deuxième et 70 du troisième. Les droits de douane furent perçus sur les sons avec une déduction de 2% pour déchet de mouture.

En somme le décret du 14 janvier autorisait la pratique de l'équivalent.

Mais la France était soumise encore au régime de l'échelle mobile. La nécessité de respecter cette législation obligea l'administration à distinguer les zones et il fut stipulé, dans la circulaire précitée du 19 janvier 1850, que « la représentation et la réexpédition des farines devaient être effectuées dans les bureaux même où la soumission d'importation temporaire a été souscrite ». S'il en avait été autrement, on aurait entré en franchise des blés dans une région où les importations étaient prohibées, par suite de l'élévation des droits, pour ressortir des farines d'une zone où, les blés étant rares, la loi interdisait toute exportation.

Le système des zones n'avait donc été introduit dans l'admission temporaire que pour se conformer

au régime de l'échelle mobile. Aussi une loi de 1861 ayant supprimé ce procédé douanier, cette suppression entraîna celle des zones. Ce fut l'objet du décret du 25 août 1861, contresigné par M. Rouher, ministre de l'agriculture et du commerce.

Nous y lisons en effet à l'article 3 :

« Les froments destinés pour la mouture pourront être importés par tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales. La réexportation des farines pourra être effectuée par les ports d'entrepôt réel ou par les bureaux ouverts soit au transit, soit à l'entrée des marchandises taxées à plus de 20 fr. les 100 kilos ».

A partir de ce décret, les meuniers du Midi purent importer en admission temporaire des froments qu'ils faisaient consommer sur place et faire apurer leurs acquits par les meuniers du Nord. L'article 4 leur accordant trois mois pour cet apurement, l'opération était des plus faciles.

On s'aperçut bientôt des inconvénients de l'élargissement du système et, en présence des réclamations des agriculteurs du Midi, le gouvernement, par un décret des 10 et 28 mars 1866, prescrivit une enquête.

M. de Mornay, chargé de réunir les documents, fit un rapport dans lequel il concluait qu'il y avait lieu de modifier le régime actuel de l'admission temporaire en rétablissant les zones et en interdisant le trafic des acquits.

Le décret du 18 octobre 1873 fut la résultante plus ou moins directe de cette enquête.

Ce décret est ainsi conçu :

« L'article 3 du décret du 25 août 1861 est modifié de la manière suivante :

« Les froments étrangers destinés à la mouture pourront être importés par tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales.

« La réexportation des farines ne pourra s'effectuer que par les bureaux de douane de la direction par laquelle l'importation des froments aura eu lieu.

« Les bureaux de réexportation devront être des ports d'entrepôt réel ou des bureaux de douane ouverts soit au transit, soit à l'entrée des marchandises taxées à plus de 20 fr. les 100 kilos. »

Il y avait de la sorte autant de zones que de directions de douanes.

En droit, le trafic des acquits n'était pas interdit, mais, en fait, il était supprimé, cette opération ne procurant plus de bénéfices sérieux à ceux qui s'y livraient. La raison est aisée à comprendre. Les acquits ne pouvant plus être cédés qu'à des personnes habitant la même direction de douane, ces dernières auraient eu intérêt à effectuer elles-mêmes l'importation, si le cédant avait exigé une prime trop élevée.

C'est à partir de cette époque que commença la lutte entre meuniers et agriculteurs, ceux-là deman-

dant le retour au régime de 1861, ceux-ci voulant le maintien intégral de la législation de 1873.

Le décret du 29 juillet 1896 peut être considéré comme un compromis entre les deux partis.

Les meuniers réclamaient la suppression des zones. L'article 6 de ce décret leur en accorda l'élargissement en groupant les bureaux de douane en cinq zones de réexportation :

- 1^{re} zone, de Rouen à Valenciennes ;
- 2^e zone, de Charleville à Épinal ;
- 3^e zone, de Belfort à Montpellier ;
- 4^e zone, de Perpignan à Bordeaux ;
- 5^e zone, de La Rochelle à Saint-Malo.

Les agriculteurs, de leur côté, réclamaient un remède à la fissure.

Le décret de 1861 avait établi trois degrés de blutage : le degré à 10 $\%$, le degré à 20 $\%$ et enfin le degré à 30 $\%$.

Ce taux étant normal ne pouvait préjudicier aux intérêts agricoles ¹.

■

1. Le blé comprend deux parties distinctes : l'enveloppe qui, une fois broyée, forme ce qu'on appelle les issues, l'amande qui donne après mouture du gluten, de l'amidon, en un mot de la farine. L'opération par laquelle on divise les différentes parties d'une mouture, c'est le blutage et le taux de blutage est la proportion existant entre ces parties.

La mouture normale de 100 kilos de blés tendres donne 70 à 72 kilos de farine, 2 kilos de déchet, le reste constitue les issues

Mais deux décrets, l'un du 5 juin 1886, inaugurant un 4^e degré de blutage, le taux à 45 %, et l'autre du 2 mai 1892, ramenant ce taux à 40 % avec le même rendement, concédèrent aux meuniers faisant de l'admission temporaire, une prime d'apurement nuisible à l'agriculture et à la meunerie de l'intérieur. Le meunier exportateur pouvant, en effet, sortir 60 kilos de farine pour apurer 100 kilos de blé, conservait entre mains 10 kilos de farine par quintal. Ces 10 kilos étant considérés comme des issues et ne payant par suite que le droit du son, il réalisait un bénéfice égal à la différence existant entre les deux droits, soit (7 fr. — 0 fr. 60) 6 fr. 40 par 100 kilos.

Nous verrons, dans la deuxième partie de cette étude, quels arguments les meuniers ont donné pour légitimer cette fissure,

Mais de vives protestations se firent entendre.

Pour remédier à cette situation, un décret du 9 février 1894 avait institué auprès du ministère du commerce, une commission, dite « commission extraparlamentaire des farines », chargée de reviser les types et de donner son avis sur les modifications

(son). Le taux de blutage à 30 % est donc le taux normal de la mouture.

Pour répondre aux besoins de la consommation, le gouvernement a autorisé des mélanges de farines et, à côté du type à 30 %, les meuniers ont créé d'autres types purement artificiels. De là la fissure.

Ch. Touaillon. *Meunerie, Boulangerie, Biscuiterie*, 1879.

à introduire dans les quantités de farines exigées pour l'apurement des acquits.

Les travaux de cette commission¹ n'avancèrent que très lentement, puisqu'ils ne furent clôturés qu'en 1896 par le décret précité du 29 juillet².

Ce décret fixa de la manière suivante les quantités à réexporter en apurement d'un quintal de blé :

	Farines	Semoules
1 ^{re} qualité (type à 50, blutage à 50 0/0).	50 k. du type soit 17 k. du type à 80 à 50 plus " 10 k. 6 " 50	55 k. du type à 50.
2 ^{me} qualité (type à 60, blutage à 40 0/0).	60 k. du type soit 10 k. du type à 80 à 60 plus " 7 k. 5 " 60	60 k. du type à 60.
3 ^{me} qualité (type à 60, blutage à 30 0/0).	70 k. du type à 70	70 k. type à 70.
4 ^{me} qualité (type à 80, blutage à 20 0/0).	80 k. du type à 80	80 k. type à 80.
5 ^{me} qualité (type à 90, blutage à 10 0/0).	supprimée p. les blés tendres ; p. les blés durs 90 k. du type à 90	90 k. type à 90.

Le décret du 29 juillet ne contenta personne.

Les meuniers voulaient que les acquits, créés par les importateurs marseillais, puissent être utilisés sur toutes les frontières³. Ils demandaient la suppression des zones.

1. V. *Journal de la Meunerie française*, n^{os} de décembre 1894, novembre et décembre 1895.

2. *Journal officiel* du 31 juillet 1896, p. 4403.

3. Voir lettre adressée par M. Colson-Blanche, président de l'Association nationale de la meunerie, à M. Méline, ministre de l'agriculture, en date du 5 août 1896.

Le gouvernement ne crut pas devoir faire droit entièrement à leur demande, il se contenta d'élargir les zones par un décret du 31 décembre 1896. Les deuxième et troisièmes zones furent étendues « de la direction de Charleville au bureau de Pagny-sur-Moselle inclus, et de ce bureau inclus, à la direction de Montpellier incluse ».

Mais les meuniers du Nord et de l'Ouest, placés par ce décret dans une situation inférieure à celle des meuniers de l'Est, crièrent à l'injustice.

M. Méline, alors ministre de l'agriculture, demanda à la Société nationale d'agriculture son avis sur la question.

M. Henri Sagnier fit un rapport très complet dans lequel il conclut que l'extension du régime de l'admission temporaire serait avantageuse pour l'agriculture, la meunerie, et le commerce.

La suppression des zones fut donc décidée et accomplie par le décret du 9 août 1897¹, dont voici l'article premier :

« Les froments étrangers destinés pour la mouture pourront être importés par tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales.

« La réexportation des farines, semoules et sons pourra être effectuée par les ports d'entrepôt réel ou

1. *Journal officiel* du mercredi 13 janv. 1897, p. 245. *Journal de l'agriculture* de 1897.

par les bureaux ouverts, soit au transit, soit à l'entrée des marchandises taxées à plus de 20 francs les 100 kilos. »

Mais, pour éviter le trafic des acquits dont se plaignait l'agriculture, il fut décidé que les meuniers seuls auraient le droit de recevoir les blés en admission temporaire, et que l'endossement ne pourrait être fait qu'à un meunier exportateur dans les dix jours de la délivrance de l'acquit (art. 2).

Enfin le délai d'apurement fut réduit de trois mois à deux mois.

Il est certain que ce décret répondait à une juste préoccupation, celle de dégager la région du Nord, surproductrice de blé, en lui donnant la possibilité d'exporter en farines l'équivalent des blés étrangers consommés dans la région déficitaire du Midi. On ne pouvait prévoir à ce moment que les intéressés abuseraient de la situation, et qu'il se créerait un marché à terme des acquits à caution, où on parviendrait à pousser les cours des acquits, à un prix anormal, formant une véritable prime à l'importation des blés étrangers, et obligeant l'exportateur de farines, acheteur d'acquits, à faire supporter au producteur français le prix exagéré de cet acquit¹.

Le décret de 1897 fit donc renaître tous les incon-

1. Nous verrons dans la deuxième partie comment se pratiqua le trafic des acquits.

vénients dont on se plaignait après les décrets de 1861 et de 1868. Aussi les réclamations faites à cette époque, où le droit n'était que de 0 fr. 60 par quintal, se renouvelèrent avec d'autant plus de force que ce droit avait été élevé à 7 francs par la loi du 27 février 1894.

Une autre cause amena la baisse du blé.

La récolte de 1897 fut déficitaire¹; il manqua environ trente millions d'hectolitres à notre consommation. Aussi vit-on le prix du blé monter à 24 et 25 francs. La déclaration de guerre entre les États-Unis et l'Espagne faisant redouter la suppression des importations d'Amérique accentua encore cette hausse. Le prix du pain s'éleva à un taux menaçant pour l'alimentation publique. Le conseil municipal de Paris et la presse agirent alors auprès du gouvernement, à la tête duquel se trouvait M. Méline, pour qu'il supprimât les droits de douane, ainsi que le lui permettait la loi du 29 mars 1897².

Le gouvernement dut céder et un décret du 3 mai décida que les droits de douane sur les blés cesseraient d'être perçus « à dater du 4 mai jusqu'au 1^{er} juillet ».

1. Elle fut de 86.900.000 hectolitres.

2. Le gouvernement résista jusqu'au mois de mai, mais la spéculation d'un Américain très connu ayant fait monter le prix du blé à 30 francs, M. Méline se vit obligé de supprimer les droits pour calmer l'opinion publique.

A la faveur de cette suspension, il entra en France 11.976.764 quintaux de blé, qui, ajoutés au stock de 1898 et de 1899, dont les récoltes furent très abondantes, formèrent une masse considérable de blé qui encombra nos marchés et provoqua la baisse.

Depuis, le cours des blés ne s'est pas relevé, et en présence du découragement de nos agriculteurs, nos législateurs ont cru devoir intervenir.

CHAPITRE II

RÉFORME DE L'ADMISSION TEMPORAIRE

§ 1^{er}.

Dans la séance du 15 juillet 1899, trois propositions de lois furent déposées à la Chambre des députés par MM. Debussy, de Pontbriand, Papelier et Fénel.

Elles furent renvoyées à la commission des douanes, qui les soumit à l'examen d'une sous-commission spéciale, dont M. Debussy fut nommé rapporteur.

Ces trois propositions, ainsi que le constata ce dernier, partaient d'une idée commune. Elles tendaient à « favoriser l'exportation de nos produits nationaux, afin de dégager le marché des blés encombrés par suite des récoltes de 1898 et 1899 et de permettre au droit de douane de produire un effet suffisant sur nos cours ».

Le projet de M. de Pontbriand était ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Tous les blés étrangers importés en France acquitteront à leur entrée les droits de douane votés par le Parlement. Ils seront ainsi

« francisés et il n'existera plus de différence entre
« eux et les blés récoltés en France.

« Les entrepôts et les admissions temporaires
« seront supprimés.

« ARTICLE 2. — A la sortie des blés et de leurs
« produits, semoules, pâtes alimentaires, farines,
« etc..., et sans tenir compte de la provenance des
« blés français ou étrangers, il sera payé l'équiva-
« lent du montant des droits de douane dus à l'im-
« portation par ces mêmes produits. »

Ce premier système, établissant des primes d'exportation, fut écarté par la sous-commission comme présentant certains dangers. En favorisant l'exportation des blés et surtout celle des farines, il était à craindre que des spéculateurs abusent de cette faculté et que des sorties exagérées compromettent les intérêts du consommateur en provoquant la hausse des farines. De plus, le Trésor pouvait être contraint de déboursier des sommes importantes, ce qui aurait rompu l'équilibre de notre budget.

La proposition de loi de MM. Papelier et Fénal¹ ne comprenait qu'un article.

« Tout importateur de blé, seigle, orge, avoine,
« escourgeon, fève, féverolle et maïs, qui paiera les

1. Documents parlementaires, Chambre des députés, 3 juillet 1899. Annexe n° 1110.

« droits de douane de ces marchandises à leur arri-
« vée en France, recevra de la douane, en échange
« de ce paiement, un bon d'exportation indiquant le
« poids et la quantité des marchandises importées et
« le montant des droits de douane payés.

« Ce bon d'exportation, transmissible par voie
« d'endossement, sera remboursé en totalité ou en
« partie si, dans les six mois de sa création, le por-
« teur du bon justifie qu'il a exporté, par une fron-
« tière quelconque, les céréales désignées ci-dessus
« ou leurs dérivés, étant entendu que les sommes
« remboursées seront les mêmes que celles récla-
« mées par la douane sur ces produits à leur entrée
« en France. »

C'était, en somme, l'ancien drawback, les droits de douane étant payés à l'entrée et remboursés à la sortie. Toutefois il y avait une innovation en ce sens que le remboursement des droits était accordé à la matière première, tandis que, sous la Restauration, on ne l'accordait qu'au produit transformé.

La sous-commission des douanes préféra le système des bons d'importation, présenté par M. Debussy, pour deux motifs : le premier c'est que, comportant comme première opération une exportation, ce système avait l'avantage d'alléger notre marché intérieur ; le second, c'est que son mécanisme était connu. Depuis 1894, en effet, on le pratique en Allemagne, où il a donné de bons résultats.

Elle se rallia donc à la proposition de loi suivante¹ :

ARTICLE PREMIER. — Toute exportation de blé ou de farine de blé, quelle qu'en soit la provenance, donnera lieu à la délivrance par la douane d'un bon d'importation indiquant :

1° Le poids et la quantité de la denrée exportée ;

2° a) Pour le blé, la somme que cette denrée devait payer à l'importation ;

b) Pour les farines, le chiffre qui sera déterminé par l'art. 4. Ces chiffres indiqueront la valeur des bons. Ce bon servira au porteur à acquitter les droits de douane sur les cafés, thés, cacaos.

ART. 2. — Le bon d'importation peut être transféré au porteur.

ART. 3. — La validité du bon d'importation ne pourra excéder un an de la date de sa création.

ART. 4. — Un règlement d'administration déterminera, selon le taux de blutage des farines de blé, le chiffre dont elles devront bénéficier du bon d'importation ; les types de farines admis à la sortie seront les mêmes pour le bon d'importation que pour l'admission temporaire.

ART. 5. — Sont applicables à la présente loi l'art. 1^{er}

1. La sous-commission des douanes limita au blé et à ses dérivés le bénéfice des bons d'importation que M. Debussy avait étendu à presque toutes les céréales.

de la loi du 30 mars 1887 et l'art. 14 de la loi du 12 janvier 1892.

Une interpellation de MM. Rose et de Pontbriand, sur « le fonctionnement de l'admission temporaire des blés et sur la mévente qui en résulte » fut jointe à la discussion de ces trois propositions de lois.

Le système des bons d'importation, après avoir été longuement examiné au Palais-Bourbon, dans les séances des 9, 11 et 12 juin, 5, 6 et 7 juillet 1900, fut adopté, malgré le rapport de M. Ricard, fait au nom de la commission du budget et malgré les objections du gouvernement ¹.

Mais il fut repoussé par le Sénat le 9 mars 1901, autant pour des raisons financières que pour une question de principe, les protectionnistes n'ayant pas voulu arriver à l'élévation du cours du blé par une intervention directe de l'État. « Si nous votons cette loi, s'écriait M. Denoix à la séance du 28 février 1901, nous serons forcés de régler les conditions du travail, celle des salaires et nous arriverons à substituer l'État à l'individu. »

1. Thèse de M. Rieul-Paisant sur les bons d'importation, p. 210 et suivantes.

§ 2.

L'admission temporaire à la Chambre des députés.

Nos législateurs ne s'en tinrent pas là.

Beaucoup d'adversaires des bons d'importation, M. Thierry entre autres, avaient reconnu que notre agriculture subissait une crise par suite de la mévente des blés et qu'il était nécessaire d'y remédier.

Déjà M. Dupuy, alors ministre de l'agriculture, dans la séance du 11 juin 1900, avait soutenu que le seul moyen de mettre un terme aux souffrances de nos cultivateurs était « d'apporter un correctif à l'admission temporaire » et, le 7 juillet de la même année, il avait déposé un projet de loi dans ce sens, adopté par la commission permanente du conseil supérieur de l'agriculture.

Ce projet obligeait l'importateur à payer immédiatement le droit de douane et à notifier à la douane, de suite après la déclaration d'importation, le nom et l'adresse du cessionnaire. Cette cession ne pouvait être opérée que pendant les dix jours qui suivaient la délivrance du titre de perception. A défaut de réexportation par l'importateur ou le cessionnaire dans les deux mois, le montant des droits devait être acquis au Trésor. Enfin la mise en entrepôt des farines, semoules et sons provenant des blés admis

temporairement n'était plus considérée comme exportation.

M. Castillard, de son côté, dans la séance du 11 mars 1901, c'est-à-dire de suite après le rejet des bons d'importation par le Sénat, proposa de supprimer le trafic des acquits à cautions, en rétablissant le régime de l'identique et quant à la personne et quant à la substance¹.

Ce système et celui du gouvernement furent renvoyés à l'examen de la Commission des douanes et M. Debussy fut encore chargé par cette commission de faire un rapport en son nom.

Après avoir fait l'historique de l'admission temporaire en France, en Allemagne, en Autriche et en Italie, le rapporteur critique les deux projets soumis à la commission.

« Supprimer le crédit en douane accordé aux mino-

1. ART. 1^{er}. — Le régime de l'admission temporaire organisé par les lois des 5 juillet 1836 et 11 janvier 1892 et par le décret du 9 août 1897 est modifié comme il suit :

Le montant intégral des droits de douane des blés présentés à l'admission temporaire devra être acquitté au moment de l'importation.

Il sera délivré au meunier importateur un titre de perception dont le montant lui sera remboursé par la douane, lorsqu'il exportera les farines et les sons provenant du blé importé.

Faute de réexportation des farines et des sons par l'importateur dans les deux mois qui suivront la délivrance du titre de perception, le montant des droits restera acquis au Trésor.

La mise en entrepôt des farines et sons provenant des blés admis temporairement ne sera pas considérée comme exportation.

tiers, dit-il, les place dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. Or cette augmentation de charge à leur égard n'est pas justifiée, ce crédit ne pouvant avoir aucune influence sur le cours des blés.

« Quant aux modifications apportées à la transmission du titre de perception, elles ne changeront rien à ce qui existe ; les résultats seront les mêmes que ceux du décret de 1897. L'obligation de faire connaître le nom du cessionnaire n'empêchera pas le trafic des titres de perception, qui se négocieront de la même manière que les acquits, six ou huit mois avant l'arrivée du blé. »

Aussi M. Debussy est-il d'avis, comme M. Castillard, qu'il faut exiger l'identité de la personne et supprimer la transmissibilité du titre. Mais, contrairement à ce dernier, il estime que nous devons conserver le système de l'équivalent quant aux produits.

La Commission des douanes adopta donc le projet suivant :

ART. 1^{er}. — Les froments étrangers destinés à la mouture pourront être importés par tous les bureaux de douane ouverts à l'importation des céréales. La réexportation des farines, semoules et sons pourra être effectuée par les ports d'entrepôt réel ou les bureaux de douane ouverts soit au transit soit à l'entrée des marchandises payant plus de 20 fr. les 100 kilos.

La mise en entrepôt de farines, semoules, et sons provenant de blés admis temporairement ne sera pas considérée comme exportation.

ART. 2. — Les soumissions d'admission temporaire de blé ne pourront être souscrites que par des meuniers, elles ne peuvent être de moins de 150 quintaux. Elles seront incessibles.

Le meunier soumissionnaire devra entrer directement les blés importés dans son usine et en sortir directement les produits fabriqués pour les exporter. La douane aura droit de contrôle sur toutes ces opérations, même à l'intérieur des usines.

Les déclarants s'engageront, par une soumission valablement cautionnée, à réexporter, dans le délai de deux mois, les farines, semoules et sons en quantité et qualité suffisante et selon le degré d'extraction conforme aux prescriptions des art. 3, 4, 5 et 6 ci-après du décret du 9 août 1897.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

.....

(Les quatre articles qui suivent ont trait au taux d'apurement.)

Les conclusions de la Commission des douanes furent développées au Palais-Bourbon par M. Debussy à la séance du 5 juillet 1901¹.

1. *Journal officiel*, Ch. des députés, Débats parlement., séance du 5 juillet 1901.

M. Castillard lui succède à la tribune pour défendre son système et critiquer les deux autres.

« Le gouvernement, dit-il, réclame le paiement des droits à l'entrée. Cette mesure est excellente, car elle éloigne des spéculateurs la tentation de se livrer à la spéculation. Mais il admet la cessibilité du titre de perception. La Commission des douanes supprime cette cessibilité; par contre, en ne forçant pas l'importateur à payer le droit au moment de l'importation, elle établit nécessairement l'exercice à l'intérieur des usines. »

M. Debussy répond que le contre-projet Castillard a été repoussé, parce qu'il n'organise pas l'incessibilité du titre. Le meunier importateur se contentera de donner à l'exportateur un pouvoir en blanc et le trafic des titres de perception se fera de la même façon que celui des acquits à caution.

La discussion générale étant close ¹, la Chambre passe à la discussion des articles.

M. le Président donne lecture de l'article 1^{er} de la

1. Avant la clôture de la discussion générale, M. Clémentel déposa un amendement accepté par M. le Ministre de l'agriculture, d'après lequel

« Le montant intégral des droits de douane des froments étrangers, présentés à l'admission temporaire, devra être acquitté au moment de l'importation.

« Il sera délivré au meunier importateur un titre de perception incessible dont le montant lui sera remboursé par la douane lorsqu'il exportera lui-même les farines, les semoules et les sons. »

Commission des douanes et d'un contre-projet de M. Thierry, dont voici l'article 1^{er} :

« L'admission temporaire des blés et froments étrangers, accordée par l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892, est supprimée à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Il semble étrange que M. Thierry, qui s'était montré jusque là le défenseur le plus ardent de l'admission temporaire, en demande la suppression.

Nous pensons qu'il faut considérer ce changement d'attitude comme une manœuvre, tendant à faire échouer la nouvelle loi.

C'est dans le même but qu'il proposa la création de crédits en douane pouvant se balancer, dans le délai d'une année, par une importation correspondante de blé ou de céréales.

Les partisans de la réforme de l'admission temporaire le comprirent bien.

M. Dupuy fit observer qu'on ne peut accepter un système qui, à cause de son analogie avec celui des bons d'importation, serait rejeté par le Sénat.

M. Rose le repousse également.

« J'ai défendu, dit-il, le bon d'importation, mais le projet de M. Thierry en diffère sensiblement. En effet, dans le système des bons d'importation, il était permis d'apurer le bon par l'importation de thés, de cafés, de cacao, c'est-à-dire de produits qui ne viennent pas concurrencer l'agriculture fran-

caisse. M. Thierry, au contraire, propose d'apurer le crédit en douane par une importation de produits tels que l'orge, l'avoine, le seigle, etc., dont la culture existe en France, en sorte qu'on retire d'une main à l'agriculture ce qu'on lui offre de l'autre. D'autre part, le nouveau projet décide que c'est l'exportateur seul qui pourra faire l'importation. Or le cultivateur qui exporte du blé ne peut en importer. Que fera-t-il alors de son crédit en douane ? Il n'en tirera aucun profit. »

M. Rose déclare donc qu'il votera le projet de la Commission des douanes, mais, comme désormais on ne pourra plus exporter, il dépose un amendement aux termes duquel les droits de douane, payés à l'entrée des blés étrangers, seront versés dans une caisse spéciale et affectés au service de primes d'exportation.

Enfin M. Debussy, après avoir fait ressortir que le crédit en douane de M. Thierry se négociera de la même manière que l'acquit à caution, demande à la Chambre de le repousser, ce qui fut fait par 504 voix contre 24.

La Chambre délibère ensuite sur un nouveau texte, présenté par M. Debussy au nom de la Commission des douanes :

« Le meunier soumissionnaire devra entrer directement les blés importés dans son usine et en sortir directement les produits fabriqués pour les expor-

ter. La douane aura le droit de contrôle sur toutes ces opérations même à l'intérieur des usines. »

MM. Clémentel et Thierry déclarent que cet article, établissant l'exercice à l'intérieur des usines et attendant de ce fait à la liberté du commerce et de l'industrie, doit être rejeté.

M. Debussy, au contraire, l'estime indispensable si on veut éviter la négociation du titre.

« Qu'arrivera-t-il avec la proposition Castillard ? Il arrivera que le meunier importateur, qui entrera des blés par Marseille, n'aura en aucune façon à céder son titre et à le négocier. Il achètera des marchandises dans n'importe quelle partie de la France et les sortira par tous les bureaux de douane qu'il voudra. Il n'y aura pas trafic sur l'acquit à caution, mais le résultat sera identiquement le même, puisque la marchandise, appartenant à un autre meunier, sera sortie au nom du meunier importateur. »

M. Debussy ajoute que, du reste, la Commission des douanes n'a jamais eu l'intention de permettre à ses agents d'entrer, de jour et de nuit, dans le moulin du minotier importateur ; elle a voulu simplement leur donner le pouvoir d'exercer une surveillance efficace dans les limites qui seront fixées par le ministre du commerce.

En présence de ces déclarations, la Chambre des députés vote l'article 2.

Elle vote également un amendement de M. Lucien Cornet, ainsi conçu :

« La sortie de la farine ne pourra s'effectuer que dans le même bureau de douane où se sera faite l'importation du blé. »

M. Dupuy croit que c'est là le moyen le plus sûr d'éviter toute espèce de fraude.

L'ensemble de la proposition de loi est adopté.

§ 3.

L'admission temporaire au Sénat.

Ce fut le 13 novembre 1901 que la Commission sénatoriale des douanes, sous la présidence de M. Séblin, fut appelée à examiner le projet de loi, voté par la Chambre des députés, concernant la réforme de l'admission temporaire.

MM. Leydet et Legludic le critiquent vivement. Puis M. Prevet prononce un long discours, dans lequel il développe la proposition de loi qu'il avait déposée sur le bureau du Sénat à la séance du 8 mars 1901 ¹.

Ce discours très documenté fit une profonde impression sur les membres de la Commission et M. Viger lui-même déclara à l'orateur qu'il préférerait son système au projet venant de la Chambre.

Le 18 novembre, la Commission se réunissait à nouveau pour entendre M. Jean Dupuy.

1. Séance du 8 mars 1901, *Journal officiel* du 9, page 503.

Le ministre de l'agriculture demande l'adoption, sans modification, de la réforme votée par la Chambre, en supprimant toutefois l'art. 2 ¹.

Le 22 du même mois, M. de Pontbriand dépose un contre-projet, calqué sur celui qu'il avait proposé à la Chambre des députés le 3 juillet 1899, alors qu'il faisait partie de cette assemblée, comportant : liberté absolue de sortir le blé et ses dérivés, et paiement à la sortie d'une prime égale à autant de fois 7 francs qu'il sera sorti d'équivalent de 100 kilos de blé.

La Commission tint sa dernière séance le 6 décembre.

Après avoir repoussé un article additionnel de M. Legludic ², créant des caisses spéciales où seraient versés les droits payés à l'entrée des blés, ainsi que les contre-projets Prevet, de Pontbriand et Girault ³, elle approuve définitivement le rapport de M. Viger.

Ce rapport est divisé en cinq parties :

1^o État de la question. — M. Viger explique que le Sénat a pris en considération et renvoyé à la Commission des douanes, le 8 mars 1901, une proposition de M. Ch. Prevet. Cette proposition n'a pu être exa-

1. Cet article établissait l'exercice dans les usines.

2. Projet identique à celui de M. Rose. Voir précédemment, séance du 28 octobre, Chambre des députés, p. 50.

3. Ce dernier contre-projet est la reproduction du projet primitif du gouvernement, p. 44.

minée alors, la Chambre des députés étant déjà saisie par le gouvernement, depuis le 7 juillet 1900, du projet qui a donné naissance à la loi nouvelle. Mais la proposition de M. Prevet prend place dans le débat actuel en qualité de contre-projet.

2° Compte rendu de l'audition de MM. Prevet, Girault, de Pontbriand et Dupuy, ministre de l'agriculture.

3° Examen des contre-projets et amendements.

4° Examen du projet, voté par la Chambre, que la Commission adopte dans son principe.

5° Exposé des modifications apportées à ce projet par la Commission sénatoriale.

L'admission temporaire vint à la tribune du Sénat le 12 décembre.

Divers orateurs prirent la parole.

M. Prevet fait le procès du projet de loi voté par la Chambre des députés. Il affirme que la loi nouvelle, si elle est adoptée, causera un grand préjudice à l'industrie, aux finances publiques et à la marine marchande, sans qu'il en résulte aucun bien pour l'agriculture. On a supprimé la cession des acquits. Comment déchargera-t-on désormais les régions surproductrices du Nord?

M. Darbot déclare ¹ que l'admission temporaire ayant été une faveur, un privilège au profit de

1. *Journal officiel*. Séance du 13 décembre 1901.

quelques-uns, constitue une sorte d'injustice à l'égard du plus grand nombre. Avec M. Girault, il se plaint vivement de l'influence fâcheuse qu'exercent les marchés à terme sur le cours des blés.

Enfin M. Gomot demande que l'on rétablisse l'exportation à l'identique, la substitution de l'équivalent étant une fraude, parce qu'on peut entrer du blé dur et sortir de la farine de blé tendre, au détriment de la Limagne, qui produit des blés durs en quantité suffisante pour faire face à tous les besoins.

M. Viger répond à toutes ces critiques ¹.

« Nous avons pensé, dit-il, que si on voulait faire aboutir promptement la réforme de l'admission temporaire, il fallait écarter pour le moment toutes les mesures accessoires. C'est dans cet esprit que la Commission a rejeté les propositions de loi qui lui ont été faites. Sans doute, toutes sont dignes de l'attention du Parlement, mais nous devons les réserver pour un examen ultérieur. »

Le rapporteur de la Commission des douanes examine ensuite les réformes apportées au régime de l'admission temporaire.

L'article 1^{er} a substitué le drawback à l'admission temporaire. Les droits de douane seront payés à l'importation. Ce système existe dans la législation italienne ou de l'équivalent. La réexportation à

1. *Journal officiel* du 17 décembre 1901.

l'identique a été jugée impossible. Pour s'assurer de l'identité des farines, il aurait fallu exercer les minoteries, ce qu'on ne peut admettre. Enfin la cessibilité des acquits, donnant lieu à de nombreux abus, a été supprimée.

M. Jean Dupuy ¹ fait observer au Sénat que le nombre des meuniers que l'admission temporaire intéresse est petit et que par conséquent, ayant à choisir entre eux et les producteurs de blé, on ne doit pas hésiter à favoriser ces derniers.

Finalement après deux protestations de MM. Prevot et Couteaux, la discussion des articles est renvoyée au 23 décembre.

Elle s'engage sur les contre-projets.

Celui de M. Girault, mis en délibération, est repoussé à mains levées.

Un amendement ² de M. Couteaux, modifiant le § 3 de l'art. 1^{er}, est également rejeté.

M. Pichon, ayant demandé la suppression pure et simple de l'admission temporaire, cette demande n'est pas agréée.

L'article 1^{er} est voté.

Sur l'article 2, MM. Ournac et Gomot ³ demandent

1. Séance du 20 décembre.

2. L'acquit à caution sera cessible une seule fois et dans le délai de 3 jours.

3. A la fin de la séance du 17 décembre, MM. Ournac et Gomot avaient déposé l'amendement suivant :

ART. 2 (supprimer le § 2 de cet article). — Ce délai sera tou-

qu'il ne soit pas accordé de délai spécial de réexportation pour les pâtes alimentaires, un plus long délai exposant à des fraudes, puisqu'il suffira au meunier, pour prolonger le terme de deux mois qui lui est octroyé, de faire prendre ses produits en charge par un fabricant de pâtes.

Après une intervention de M. Viger, ce délai de six mois est réduit à quatre mois.

Enfin dans sa séance du 24 décembre, le Sénat vote les articles 3, 4, 5 et 6 ainsi que l'ensemble de la loi par 271 voix contre 17.

Cette dernière revint à la Chambre des députés le 30 janvier et fut ratifiée sans débat.

Elle fut promulguée le 4 février et publiée à l'*Officiel* le lendemain.

Nous croyons devoir en rappeler le texte.

« ART. 1^{er}. — Le régime de l'admission temporaire
« organisé par les lois des 5 juillet 1836 et 11 jan-
« vier 1892 est modifié comme suit :

« Le montant des droits de douane des blés étran-
« gers présentés à l'admission temporaire devra être
« consigné au moment de l'importation.

« Il sera délivré au meunier importateur, après

tefois porté à six mois, lorsque le meunier exportateur aura, avant l'expiration des deux mois, justifié près de la douane d'importation qui procédera à la vérification des produits, du transport de semoules ou de farines provenant de son usine chez un fabricant de pâtes alimentaires, etc., etc.

« conduite directe des blés dans son usine un titre
« de perception incessible, dont le montant lui sera
« remboursé par la douane au prorata des quantités
« de farines, de semoules, de sons et de produits
« alimentaires dérivés du blé, énumérés à l'art. 2,
« qu'il aura exportés postérieurement à la création
« du titre et d'après les taux de compensation actuel-
« lement en vigueur ou qui seraient ultérieurement
« établis par décret.

« ART. 2. — Faute de réexportation des farines,
« des semoules, ou des sons par l'importateur dans
« les deux mois qui suivront la délivrance du titre
« de perception, le montant des droits sera acquis
« au Trésor.

« Ce délai sera toutefois porté à quatre mois, lorsque
« le meunier importateur aura, avant l'expiration des
« deux mois, justifié près de la douane d'importation
« qui procédera à la vérification des produits, du
« transport de semoules ou de farines provenant de
« son usine chez un marchand de pâtes alimentaires,
« de biscuits de mer ou de biscuits sucrés. Celui-ci
« aura alors à faire constater sur le titre de percep-
« tion la sortie des produits de sa fabrication, dont
« l'exportation permettra le remboursement des
« droits consignés.

« Pourront seuls donner lieu au remboursement des
« droits consignés les produits qui auront été expé-
« diés directement des minoteries ou des fabriques

« de produits alimentaires vers le bureau de la sortie.
« Ce remboursement aura lieu dans les trois jours
« de la remise du titre de perception au bureau
« d'émission.

« ART. 3. — La réexportation des farines, semoules,
« sons et produits alimentaires dérivés du blé pourra
« s'effectuer par tous les bureaux d'entrepôt réel et
« par tous les bureaux ouverts soit au transit, soit
« à l'entrée des marchandises payant plus de 20 fr.
« par 100 kilos.

« ART. 4. — La mise en entrepôt des farines,
« semoules, sons et produits alimentaires dérivés du
« blé, provenant des blés qui auront donné lieu à un
« titre de perception, ne sera pas considérée comme
« exportation.

« ART. 5. — Le meunier soumissionnaire devra
« entrer directement dans son usine les blés impor-
« tés. Il devra également en sortir les produits fabri-
« qués pour les exporter directement, soit vers le
« bureau de sortie, soit vers la fabrique de produits
« alimentaires suivant l'exception prévue au § 2 de
« l'article 2. La douane aura le droit d'exercer son
« contrôle sur toutes ces opérations.

« ART. 6. — En cas de fausse déclaration, quant au
« poids, à l'espèce et à la qualité des produits pré-
« sentés à l'exportation, les contrevenants seront
« passibles des pénalités édictées par l'art. 17, § 1^{er}
« de la loi du 21 avril 1818, et l'art. 1, section II de
« la loi du 5 juillet 1836.

« Les consignataires qui, contrairement aux dispositions de l'art. 5 de la présente loi, auraient fait de fausses déclarations d'expédition, afin d'obtenir indûment le remboursement des droits, seront passibles d'une amende égale à la somme consignée.

« ART. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

« ART. 8. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées. »

Le but principal de cette loi a été, en résumé, d'assurer l'identité de l'importateur et de l'exportateur par l'incessibilité du titre créé au moment de l'importation des blés, tout en maintenant l'équivalence entre le produit importé et le produit réexporté.

Voici maintenant quelques instructions de détail, données par le directeur général des douanes, M. F. Brunet :

« L'article premier de la loi, dit-il, constitue une innovation qui enlève à l'opération d'admission temporaire des blés son caractère actuel, et en fait, en réalité, une opération de drawback. En effet, au lieu d'être garantis, comme ils le sont aujourd'hui, par une soumission cautionnée, les droits afférents aux blés déclarés pour l'admission temporaire seront, à l'avenir, consignés au moment de l'importation. La quit-
tance sera remise au déclarant immédiatement après la vérification, c'est-à-dire lorsque les droits éven-

tuellement dus auront pu être exactement fixés, mais le titre prévu par la loi et sur lequel seront portées les imputations de sortie, ne sera établi qu'après que l'importateur aura justifié du transport direct dans son usine des blés déclarés pour l'admission temporaire. Cette justification sera produite dans les mêmes conditions que celles fixées pour les métaux dont le transport à l'usine est obligatoire¹.

« Le titre de perception incessible sera timbré à 0 fr. 05 ; il mentionnera les numéros, la date et le montant de la quittance de consignation, et les justifications du transport à l'usine.

« Le bureau d'importation conservera les déclarations d'admission temporaire. Il remettra en échange la quittance de consignation.

« Le montant de la consignation sera remboursé

1. *Tarif des douanes de France.* — Observations préliminaires.

N° 204. A l'exception de la fonte de moulage, les métaux énumérés ci-dessus (v. n° 199) doivent être transportés dans les usines qui sont autorisées à les mettre en œuvre (décrets du 9 janv. 1870, art. 2 et du 24 janv. 1888, art. 1). Le transport est fait sous l'escorte de la douane quand les usines sont établies dans les localités mêmes où se trouve le bureau d'importation. Si les usines sont situées sur d'autres points, l'escorte a lieu jusqu'à la gare du chemin de fer, ou jusqu'au bateau par lequel doit s'effectuer le transport, et les intéressés s'engagent à justifier dans un délai déterminé de l'arrivée à destination, soit par un certificat du bureau de douanes, s'il en existe, dans la localité, soit dans le cas contraire, par un certificat du chef de gare de chemin de fer, ou par la présentation de la lettre de voiture du batelier, revêtue du visa de l'autorité.

à l'importateur par le bureau qui l'a reçu sur la présentation de la quittance, série M, n° 22 quater, et du titre de perception, série M, n° 63, au prorata des quantités de blé que présenteront les sorties de farines, de semoules, de sons et de produits alimentaires dérivés du blé, dont l'exportation aura été constatée sur le titre de perception.

« Lorsque les sons n'auront pas été exportés, il y aura lieu de déduire du montant des droits correspondant à la quantité de blés incomplètement compensée, la somme représentant les droits sur les sons non réexportés à raison de 0 fr. 60 les 100 kilos.

« Le remboursement des droits aura lieu dans les trois jours qui suivront la rentrée du titre de perception au bureau d'émission. C'est l'importateur qui devra rapporter cette pièce. Le service devra apporter toute la diligence possible pour le remboursement des sommes consignées.

« Ce remboursement ne sera effectué que pour les produits exportés dans le délai de deux mois, à compter du jour de la délivrance du titre de perception, ce jour non compris. La douane a toutefois trois jours, à partir du lendemain de la date à laquelle le titre aura été déposé, pour le faire.

« L'article 2 accorde quatre mois pour le remboursement, dans le cas où les farines ou semoules, susceptibles de donner lieu au remboursement des droits, seraient conduites chez un fabricant de pâtes ali-

mentaires, de biscuits de mer ou de biscuits sucrés.

« Cette prolongation de délai doit être mentionnée sur le titre de perception.

« Après avoir été ainsi annoté, ce dernier sera remis au meunier importateur qui le fera parvenir au fabricant de pâtes ou de biscuits.

« L'art. 5 oblige le meunier importateur à faire entrer directement les blés importés dans son usine et les produits fabriqués devront être transportés directement de l'usine, où ils auront été introduits, jusqu'au bureau de sortie ou jusque chez le fabricant de pâtes alimentaires, de biscuits de mer ou de biscuits sucrés.

« Cette justification se fera au moyen de la production de certificats de fabrication, établis par le meunier importateur ou le fabricant de produits alimentaires et attestant que les produits présentés proviennent bien de sa fabrication. Ces certificats devront être datés et la signature légalisée. Le service des bureaux d'exportation contrôlera ces déclarations à l'aide des lettres de voiture, des marques ou plombs apposés sur les sacs, et de toutes autres indications susceptibles de l'éclairer à ce sujet.

« Les acquits à caution d'admission temporaire, créés avant la promulgation de la loi, continueront à être apurés dans les conditions en vigueur au moment de leur création. »

Telles sont les modifications apportées à notre

régime douanier, concernant l'admission temporaire des blés.

De tous côtés les protestations se sont élevées contre la loi nouvelle, ainsi que nous le verrons dans la deuxième partie de cette étude. On lui reproche sa dureté à l'égard des meuniers, et pourtant il suffit de jeter les yeux chez nos voisins pour voir que, là où elle existe encore, l'admission temporaire est soumise à des règles très sévères.

CHAPITRE TROISIÈME

§ 1^{er}.

Dans les débats qui eurent lieu à la Chambre des députés et au Sénat, il fut souvent question de l'Allemagne. Quelle est donc la législation de ce pays en ce qui concerne les céréales ?

De 1865 à 1880, l'importation des céréales en Allemagne était libre. Ce ne fut qu'en 1879 que des droits protecteurs furent établis. Ces droits de un mark au début atteignirent, en 1887, 5 marks pour le froment et le seigle. C'est encore le chiffre en vigueur à l'heure actuelle, sauf pour les nations jouissant, depuis 1893, de la clause de la nation la plus favorisée (3 mks 50).

Mais, comme ces droits devaient avoir pour effet d'entraver dans leurs affaires les minotiers allemands, on avait eu l'idée de créer le « certificat d'identité ». Le blé allemand est riche en farine, très pauvre en gluten. Employé seul, sa panification est difficile. De là la nécessité pour les meuniers et les boulangers de le mêler avec des blés doués de qualités contraires, tels que les blés russes ou polonais.

C'est pour faciliter cette opération que fut établi le certificat d'identité.

Le tarif de 1879 accorda aux meuniers la faculté de se faire rembourser les droits payés à la frontière pour leurs matières premières, au cas où ils les exporteraient, mais à condition d'administrer la preuve d'identité de ces matières.

On en vint même à suspendre en leur faveur, toujours à la même condition expresse (certificat d'identité), le paiement du droit de douane jusqu'au moment de l'exportation qui devait avoir lieu dans un délai maximum de six mois.

Cette combinaison était ingénieuse, mais elle ne tarda pas dans la pratique à susciter des difficultés sans nombre. Bientôt les doléances des agriculteurs et des commerçants se firent jour. Ceux-ci se plaignaient de voir diminuer le chiffre des exportations, ceux-là de ne pouvoir placer dans de bonnes conditions leurs produits sur le marché intérieur.

La suppression du certificat d'identité fut, avec le système de l'admission temporaire, une compensation offerte par le gouvernement au parti des agrariens pour l'abaissement du droit sur les céréales.

On lui substitua le système des bons d'importation, établi par la loi du 14 avril 1894. Mais ce système a laissé subsister l'admission temporaire.

Aujourd'hui cette dernière est régie par le règlement du 1^{er} janvier 1900, intitulé « Règlement pour les minoteries et malteries ».

Les meuniers, qui veulent faire de l'admission temporaire, doivent obtenir de l'administration centrale des douanes l'ouverture d'un compte en douanes « Mühlenkonten ».

Cette autorisation est toujours révocable et ne peut être donnée, ainsi que le constate l'article 2 du règlement, « qu'aux industriels qui tiennent avec ponctualité leurs registres commerciaux, jouissent de la confiance de l'administration et habitent dans la localité même où se trouve installée leur usine ». (Ils peuvent s'y faire représenter par une personne établie sur les lieux.)

Les grains étrangers, portés sur le compte courant, ne peuvent être vendus qu'avec l'autorisation de l'autorité supérieure, tant qu'ils n'ont pas été manipulés, sous peine d'une amende maximum de 1000 marks (§ 7, n° 3, 1 de la loi douanière allemande).

Cette autorisation n'est accordée qu'exceptionnellement et pour des cas très définis, tels qu'une suspension nécessaire et prolongée d'exploitation ou la suspension du Mühlenkonten.

Le bureau de perception fixe dans quel délai les produits à manufacturer seront présentés au bureau de sortie.

Enfin le titulaire du compte doit acquitter, dans un délai maximum de trois jours, le montant des droits qui résulte des comptes. Un plus long crédit ne peut être consenti. Toutefois on est autorisé à donner en paie-

ment des bons d'importation se référant à la même catégorie de grains que le lot à acquitter, pourvu que le jour inscrit sur le bon d'importation, comme étant la date de l'exportation, tombe dans le trimestre dont le compte vient d'être arrêté ¹ et que le délai de validité du bon ne soit pas encore expiré.

Les taux d'extraction sont fixés de la manière suivante :

a. FARINE DE SEIGLE

1 ^{re} classe.....	1 à 60 ‰
2 ^e classe.....	60 à 65 ‰

b. FARINE DE FROMENT

1 ^{re} classe.....	1 à 30 ‰
2 ^e classe.....	30 à 70 ‰
3 ^e classe.....	70 à 75 ‰
4 ^e classe.....	1 à 70 ‰

Pour l'établissement des comptes :

60 kilos de farine de seigle de 1^{re} classe de rendement équivalent à 95 kilos de seigle.

5 kilos de farine de seigle de la 2^e classe de rendement équivalent à 5 kilos de seigle.

30 kilos de farine de froment de la 1^{re} classe de rendement équivalent à 48 kilos de froment.

40 kilos de farine de froment de la 2^e classe de rendement équivalent à 47 kilos de froment.

1. Chaque sorte de grains fait l'objet d'un compte distinct et ces comptes sont arrêtés tous les trimestres.

5 kilos de farine de froment de la 3^e classe de rendement équivalent à 5 kilos de froment.

70 kilos de farine de froment de la 4^e classe équivalent à 95 kilos de froment.

En conséquence,

L'exportation de farine équivaut, en grain :

100 kil. farine seigle	1 ^{re} cl. =	158 kil. 33	de seigle
— — —	2 ^e cl. =	100 kil. 50	—
— — froment	1 ^{re} cl. =	160 kil.	de froment
— — —	2 ^e cl. =	117 kil. 50	—
— — —	3 ^e cl. =	100 kil.	—
— — —	4 ^e cl. =	135 kil. 71	—

Il n'est pas accordé de dispense de droits de douane pour les farines de seigle et de froment, obtenues avec un taux de rendement supérieur à 65-70 %, et pour les mélanges de ces farines avec de la farine fine.

La farine de froment dur et celle formée par un mélange de froment dur et de froment tendre doivent toujours, dans la déclaration, être désignées comme telles et être soumises à un examen particulier en vue du rendement. Dans les cas douteux on procède à une expertise.

Il n'est pas accordé de dispenses douanières pour l'exportation de farines mélangées, obtenues de grains de diverses sortes.

En somme, en Allemagne, le système de l'admission temporaire a pour caractéristique l'identique

quant à la personne, et l'équivalent quant aux produits.

Depuis l'application de la loi de 1894 sur le bon d'importation, le nombre des Mühlenkonten atteint à peine 40 à 50, les entrées de blé en admission temporaire, qui ont été de 3.106.242 quintaux en 1894, ne sont plus que de 323.097 quintaux en 1899 ; autant dire que l'admission temporaire n'existe plus ; elle a fait placé au régime du bon d'importation beaucoup plus simple et donnant de meilleurs résultats ¹.

L'établissement des droits de douane sur les céréales avait fait tomber les exportations allemandes des blés et farines à un chiffre insignifiant. Les céréales ne pouvaient pratiquement être exportées du territoire allemand qu'en compensation d'entrées de céréales étrangères antérieurement faites dans la même usine ou dans le même entrepôt (commerce général). La loi de 1894, accordant une bonification douanière aussi bien aux exportations au commerce spécial qu'aux exportations au commerce général, a eu pour conséquence d'augmenter considérablement les exportations au commerce spécial. Le tableau suivant donnera une idée de cette augmentation.

1. Voir Thèse de M. Rieul-Paisant sur les bons d'importation en Allemagne.

Quantités exportées au commerce spécial, de 1890 à 1900, en quintaux :

	blé	farine
1890	2.060	14.530
1891	3.370	5.150
1892	2.440	2.580
1893	2.931	4.610
1894	791.907	241.060
1895	699.109	275.570
1896	752.144	296.010
1897	1.713.198	571.950
1898	1.348.198	655.350
1899	1.974.020	869.080
1900	2.950.796	694.469 ¹

Le second effet de la loi de 1894 a été de relever le prix du blé par suite du renforcement de l'action des droits de douane.

Il faut remarquer qu'en Allemagne on peut distinguer deux pays distincts, l'un surproducteur, le Nord-Est, et l'autre déficitaire, le Sud-Ouest. Or, entre ces deux pays, la distance est si grande et les moyens de communication si difficiles qu'il peut exister entre eux une différence de prix importante. Nous envisagerons donc successivement les effets de la loi de 1894 dans ces deux régions.

Enfin, pour que ce travail soit concluant, nous examinerons les écarts existants entre les prix des marchés intérieurs et ceux des pays qui ne possèdent

1. *Statistisches. Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1900, p. 141.

pas la même législation, en tenant compte des variations des droits de douane.

Effets de la loi de 1894 dans les régions déficitaires :

Marché de Manheim.

Années	Angleterre	Manheim	Droits de douane
1885	15 34	18 74	3 marks
1886	14 55	18 93	
1887	15 20	19 01	
1888	14 91	20 62	5 marks
1889	13 97	21 13	
1890	14 91	21 83	
1891	17 30	24 15	5 marks
1892	14 18	20 45	
1893	12 33	17 85	
1894	10 73	15 07	3. m. 50
1895	10 84	15 50	
1896	12 30	16 84	
1897	14 20	19 48	
1899	15 90	20 94	
1900	12 10	17 93	
1901	12 42	18 15	

On voit que la différence entre les cours anglais et ceux de Manheim¹ est constamment égale ou supérieure au montant des droits de douane, augmentés des frais de transport.

Les droits de douane ont toujours joué dans cette

1. Il en serait de même pour les marchés de Francfort et de Munich.

région qui a toujours été obligée d'importer. Néanmoins depuis 1894, les droits de douane exercent une action encore plus complète qu'auparavant, puisque la différence entre les cours anglais et ceux du marché de Manheim qui, de 1887 à 1891, atteignait 6 mks 09, soit 121, 8 % du droit de douane de 5 marks est passée entre 1895 et 1901 à 4 mks 99, soit 142,5 % du droit de douane de 3 mks 50.

Effets dans les régions surproductrices :

Années	Angleterre	Berlin	Droits de douane
1885	15 34	16 09	3 marks
1886	14 55	15 13	
1887	15 20	16 44	5 marks
1888	14 91	17 22	
1889	13 97	18 77	
1890	14 91	19 54	
1891	13 97	22 42	
1892	14 18	17 63	
1893	12 33	15 15	3 m. 50
			5 marks
			7 m. 50
1894	10 73	13 61	3 m. 50
1895	10 84	14 25	
1896	12 30	15 62	
1897	14 20	17 37	
1898	15 90	18 55	
1899	12 10	15 53	
1900	12 70	15 18	
1901	12 42	15 63	

Sur les marchés de l'Allemagne orientale et septentrionale, les droits de douane n'ont jamais pu

établir une différence, pleinement égale à leur montant, entre les prix du marché intérieur et ceux des marchés non protégés. Toutefois, depuis 1894, une amélioration très sensible s'est produite et le droit de 3 mks 50 joue dans toute la mesure où le bon d'importation peut le faire jouer, c'est-à-dire pour son montant diminué des frais de transport.

De 1879 à 1884, le droit de 1 mark ne joue pas.

De 1885 à 1886, le droit de 3 marks joue en moyenne pour 0 mks 66 soit 22 % de sa valeur.

De 1887 à 1891, le droit de douane de 5 marks joue pour 3 mk 62, soit 72,4 % de sa valeur.

Enfin après 1894, le droit joue pour 3 mks 18 soit 90,85 % de sa valeur.

Les bons d'importation ont donc eu en Allemagne d'excellents résultats et c'est pour ce motif que leur établissement fut proposé en France, mais nous verrons plus loin pourquoi l'application de ce système dans notre pays ne produirait pas sur le marché général les effets bienfaisants qu'il a eus chez nos voisins.

§ 2.

En Italie, une loi du 8 août 1895 et deux décrets des 2 février 1890 et 20 juin 1896 fixent les règles auxquelles sont soumises l'importation et l'exportation des céréales.

L'admission temporaire des blés résulte de l'article 124 de la loi douanière, ainsi conçu :

« Sont accordées l'importation et l'exportation temporaires : du bétail pour la pâture, le travail et celui destiné aux marchés et foires — des céréales pour la trituration, etc... »

Le meunier qui veut faire de l'importation ou de l'exportation temporaire doit fournir caution, pour le montant des droits, en espèces ou en coupons de rente italienne.

La réexportation ou la réimportation des marchandises doit avoir lieu par le bureau de douane qui a délivré le bulletin d'importation ou d'exportation temporaire et doit être faite par la même personne qui a effectué l'importation ou l'exportation, sauf les exceptions prévues par la loi.

Le terme à fixer, pour la réexportation des marchandises importées ou exportées temporairement, doit être limité au temps strictement nécessaire pour accomplir les opérations de trituration. En aucun cas, ce terme ne pourra excéder la limite maxima établie pour chaque qualité de marchandise.

Pour obtenir une prorogation, la demande devra être adressée sur papier timbré par la personne à laquelle a été délivré le bulletin ou par son représentant légal au bureau compétent avant l'échéance du terme établi sur le bulletin.

La restitution de la caution, fournie pour l'impor-

tation ou l'exportation temporaire des marchandises, est faite par le bureau de douane qui a émis le bulletin.

Si, à l'échéance du terme établi sur le bulletin, les marchandises, importées ou exportées temporairement avec caution, n'ont pas été toutes réexportées, on doit, sans délai, convertir en encaisse définitive la partie de la caution correspondant aux droits de frontière dus sur les marchandises qui n'ont pas été réexportées ou réimportées.

En cas d'abus, le ministre peut suspendre l'importation ou l'exportation temporaire des marchandises qui y sont admises ou ordonner que ce privilège soit refusé à certaines personnes déterminées, sans préjudice des pénalités édictées par la loi.

Telles sont les dispositions générales de la loi douanière italienne concernant l'importation et l'exportation temporaires.

Le chapitre VI s'occupe spécialement des céréales.

L'article 269 stipule que la déclaration d'importation ou d'exportation temporaire doit indiquer le moulin auquel les céréales sont destinées.

Le terme à fixer pour la réexportation ou la réimportation des produits de la trituration ne peut être supérieur à six mois.

Nous arrivons enfin à la loi du 8 août 1895¹, qui a

1. Loi n° 497. L. 8 août 1895.

apporté quelques modifications à la législation antérieure.

Au moment de l'importation temporaire du blé, dit l'article 3, on doit percevoir le droit sur le son et la repasse et sur les farines deuxièmes destinées à rester dans l'État, savoir :

a) Sur K. 24 de son par quintal de blé tendre importé temporairement pour la mouture ;

b) Sur K. 24 de son et 14 K. de farines deuxièmes par quintal de blé dur importé temporairement pour la fabrication des semoules et pâtes.

La réexportation et la réimportation des produits obtenus peuvent être effectuées par un bureau de douanes différent de celui qui a émis le bulletin d'importation ou d'exportation temporaire.

Pour chaque quintal de blé tendre importé ou exporté, il doit être réexporté ou réimporté K. 65 de farines et 9 K. de farines secondes.

Pour chaque quintal de blé dur importé temporairement pour la fabrication des semoules ou pâtes, il doit être réexporté 60 K. de ces produits.

On a établi les caractères distinctifs suivants pour la classification des farines à admettre en décharge des bulletins d'importation ou d'exportation :

a) Seront classifiés, comme farines, les produits de la trituration du blé, dont on pourra extraire « un « gluten élastique et tenace et qui ne contiendront « pas plus de 1 % de matières minérales, c'est-à-

« dire 1,15 % de matières minérales dans la farine
« séchée à la température de 105° centigrades ».

b) Seront classifiés, comme farines deuxièmes, les produits de la trituration du blé qui ne présentent pas les caractères physiques des sons et contiennent du gluten, sans satisfaire aux conditions établies ci-dessus pour les farines.

Il est permis de réexporter ou de réimporter isolément ou en même temps que la farine, mais en colis séparés, le son et la repasse provenant de la trituration du blé tendre, dans la proportion de K. 24 de son et repasse et de 14 K. de farines deuxièmes.

Mais, pour cela, il faut en faire la demande au moment de l'importation temporaire du blé.

Si cette demande n'est pas faite, on perçoit le droit :

a) Sur K. 24 de son par quintal de blé tendre importé temporairement pour la mouture ;

et b) sur K. 24 de son et 14 K. de farines deuxièmes par quintal de blé dur importé temporairement pour la fabrication des semoules et pâtes.

La décharge des bulletins d'importation temporaire de blé tendre s'effectue en raison des quantités de farines et de farines secondes réexportées, c'est-à-dire dans la proportion de un quintal de blé pour 74 K. de farines et farines secondes.

La décharge des bulletins d'importation temporaire de blé dur s'accomplit dans la proportion de :

a) Un quintal de blé pour 60 K. de semoules ou pâtes, lorsqu'on renonce à la réexportation des farines secondes ;

b) Un quintal de blé pour 74 K. tant de semoules ou pâtes que de farines deuxièmes, si on fait la demande dont nous avons parlé ci-dessus, au moment de l'importation temporaire.

La réexportation de son ou de repasse, lorsqu'on n'a pas réexporté les quantités correspondantes de farines, de semoules ou pâtes et de farines deuxièmes ne donne pas droit à la restitution de la caution.

Lorsque la douane constate que les produits, présentés, pour la réexportation ou la réimportation, en décharge de bulletins d'importation ou exportation temporaire de blé, sont obtenus par l'emploi d'autres céréales en une proportion quelconque, toute la marchandise est considérée comme étant de qualité différente de celle déclarée.

Dans ce cas, on applique contre les fraudeurs les peines édictées par les art. 125 et 126 de la loi douanière ¹.

1. ART. 125. — Pour les différences de qualité ou de quantité constatées entre les marchandises destinées à l'exportation temporaire et la déclaration, il sera payé une somme non inférieure à la moitié, ni supérieure au triple de la différence de droits qui seraient dus si les marchandises étaient étrangères.

Pour la différence entre la déclaration et les marchandises destinées à l'importation temporaire, il sera payé une amende non inférieure à la moitié, ni supérieure au triple des droits de fron-

Nous voyons que, aussi bien en Italie qu'en Allemagne, l'admission temporaire est soumise à une réglementation minutieuse rendant les fraudes impossibles, ou, tout au moins, très difficiles et que, dans ces deux pays, on exige l'identité quant à la personne.

Il entre en Italie moins de 500.000 hectolitres de blé en admission temporaire, dont $\frac{2}{3}$ au moins en blés durs pour la fabrication des pâtes alimentaires.

§ 3.

Il nous reste à examiner comment l'admission temporaire a été supprimée en Autriche-Hongrie.

Le système de l'admission temporaire des grains « *Mahlverkehr* » (trafic de la mouture), dénomination

tière dus par les marchandises dont la qualité ou la quantité aura été trouvée différente de celle qui a été déclarée.

Il n'y a pas d'amende si les différences de quantité ne dépassent pas 5 0/0.

ART. 126. — Dans la réintroduction des marchandises expédiées à l'étranger pour l'exportation temporaire, si on constate des différences sur ce qui a été indiqué dans le bulletin de sortie, seront considérées en contrebande les marchandises reconnues de qualité ou quantité différentes supérieures à 5 0/0.

Si dans la réexportation des marchandises étrangères admises à l'importation temporaire, on trouve des différences dans la qualité, seront considérées en contrebande les marchandises indiquées dans le bulletin de caution, au lieu desquelles on en aura présenté d'autres.

qui correspond exactement à celle d'admission temporaire, remonte en Autriche-Hongrie à l'année 1882.

A cette époque, la politique libre-échangiste avait pris fin et, comme en Allemagne et en France, pour résister à la concurrence du Nouveau monde, on avait dû établir des droits à l'entrée des grains.

Par suite, les denrées indigènes subirent une augmentation de prix et l'industrie meunière, très développée déjà en Hongrie notamment, ne se trouva plus en mesure de fournir des farines pour l'exportation aux mêmes conditions que par le passé, ce qui causa un dommage sérieux pour cette industrie en particulier et pour le pays en général.

Afin de remédier à cet état de choses, les gouvernements des deux parties de la monarchie, s'appuyant sur la loi douanière de 1882, décidèrent, par voie d'ordonnances communes, l'établissement de l'admission temporaire, c'est-à-dire l'entrée en franchise des céréales, en faveur des meuniers se livrant à l'exportation.

Comme condition de l'obtention de cette franchise douanière, il fut décidé que les grains qui en bénéficieraient, sortiraient du territoire de la monarchie sous forme de farines et que cette sortie aurait lieu dans l'espace d'une année. En cas d'inobservation de cette condition, les droits d'entrée seraient acquis au Trésor.

Cette disposition n'était ni logique, ni pratique dans son application.

En effet, les moulins des frontières, bien situés pour faire de l'exportation, pouvaient seuls en profiter. Les grands moulins de Pesth, tirant leurs grains des Balkans, et les importants moulins de Trieste et de Galicie se pourvoyant, les uns à la frontière russe, les autres à Odessa, ne pouvaient retirer d'un quintal de froment, par exemple, que 30 kilos de farine tout au plus, tandis que la restitution des droits d'entrée se faisait sur la base de 70 kilos de farine pour 100 kilos de froment. En d'autres termes, les droits d'entrée n'étaient restitués sur une tonne de grains que s'il y avait reproduction de 7 quintaux de farine. Ainsi le stipulaient les ordonnances des deux gouvernements.

Pour permettre à la meunerie hongroise notamment de jouir, dans les termes indiqués, de la restitution des droits d'entrée, il aurait fallu que l'administration consentit au mélange de blés indigènes aux blés étrangers. Si à 100 quintaux de blé étranger, il avait été permis d'ajouter environ 130 quintaux de blé indigène, la proportion susindiquée de 70 % de farine aurait pu être approximativement atteinte. Mais il n'en fut pas ainsi.

Tout d'abord, il se produisit une distinction entre les moulins pouvant profiter de l'admission temporaire des grains et ceux ne pouvant aspirer à en bénéficier. Seuls les moulins convenablement situés pour l'exportation étaient admis aux avantages du

système. Leurs débouchés étaient en Europe : en première ligne l'Angleterre, puis l'Allemagne, la France, la Suisse et l'Italie et dans les pays d'outre-mer, le Brésil principalement.

Pendant les cinq premières années, c'est-à-dire de 1882 à 1887, le système de l'admission temporaire des grains resta dans de modestes limites. L'ensemble des moulins du territoire douanier n'avait importé en 1882 que 1.200 wagons de grains. En 1886, ces mêmes importations comportaient 1.800 wagons seulement.

A partir de 1887, les choses changèrent de face.

Le régime de l'admission temporaire prit une grande extension en raison de l'augmentation considérable des droits d'entrée sur les grains inscrits au nouveau tarif des douanes. La taxation par quintal passait notamment de 25 kreuzer à 1 florin 50 krz pour les seigles et de 50 kreuzer à 1 florin 50 krz pour le froment.

Les deux gouvernements réglèrent la question comme par le passé au moyen d'ordonnances. Cette fois cependant il n'y avait plus communauté de prescriptions. Chaque gouvernement organisait chez lui le « Mahlverkehr » selon son bon plaisir, sous la seule condition qu'ils se communiqueraient mutuellement les mesures prises de part et d'autre. Il aurait été assurément préférable d'émettre des lois spéciales dans l'espèce, mais on ne le voulut pas à Pesth.

Jusqu'en 1891, il y eut progression continuelle d'importation temporaire, bien que la guerre douanière avec la Roumanie fût un sérieux obstacle ; mais à partir de cette année, le développement en fut considérable, grâce aux abus tolérés par la partie hongroise de la monarchie. Ces abus provoquèrent parmi les moulins non exportateurs, principalement ceux de la Cisleithanie, et dans les milieux agricoles une vive agitation tendant à la suppression du *Mahlverkehr*.

Les abus qui existaient en Hongrie étaient en effet des plus criants.

Sous le manteau de l'admission temporaire, les moulins hongrois de la Transleithanie, introduisant en franchise d'importantes quantités de céréales, n'exportaient qu'en minime partie les farines en provenant et jetaient leurs produits sur le marché intérieur, surtout en Autriche. De cette manière, ces moulins pouvaient produire à infiniment meilleur marché que ceux de la Cisleithanie notamment, auxquels il était ainsi fait une concurrence désastreuse. De plus, l'introduction en masse de grains étrangers eut pour effet de déprécier les cours sur le marché intérieur, ce qui souleva les agriculteurs contre le *Mahlverkehr*, combattu également pour d'autres motifs par la petite meunerie.

Quant à la douane hongroise, elle fermait les yeux sur ces agissements frauduleux, se bornant à se faire

délivrer des bons de cautionnement illusoires, tout en prolongeant indéfiniment les délais de paiement et de sortie des céréales réduites en farine.

Avec une pareille pratique, il est facile de s'expliquer comment la meunerie d'exportation hongroise put, en quelques années, faire passer de 1.200 à 22.000 wagons les chargements de grains étrangers exempts de droits de douane, réduire la sortie de ses produits et livrer à l'Autriche des farines représentant la charge, en 1895, de 52.000 wagons contre 15.790 en 1882.

A la suite des plaintes véhémentes portées devant le Parlement de Pesth et celui de Vienne, surtout contre la grande meunerie hongroise, les deux gouvernements ont émis en 1896 de nouvelles ordonnances.

Elles stipulaient que les droits seraient consignés immédiatement en espèces par les bénéficiaires du *Mahlverkehr*, que l'entrée de 100 quintaux, par exemple, de grains de toutes sortes devait être compensée par la sortie de 100 quintaux de farine et que le délai de sortie, sous forme de farine, des grains importés serait ramené de un an à six mois.

Ces dispositions devaient, semble-t-il, restreindre le « *Mahlverkehr* » et couper court aux abus commis antérieurement. Mais il n'en fut rien.

De coupables tolérances de la part de l'administration eurent encore lieu et les demandes de sup-

pression du système de l'admission temporaire recommencèrent de plus belle. Les pétitionnaires purent prouver qu'en 1898 les grains, entrés à titre d'admission temporaire, comprenaient encore 49.000 wagons et que, dans le même exercice, la sortie de ces grains comportait tout au plus un tonnage égal au tiers de celui des grains importés pour le « *Mahlverkehr* ». Ils démontrèrent ainsi que les dépôts en espèces des droits d'entrée avaient dû être faits sans régularité.

Les deux gouvernements firent droit à ces justes réclamations et profitèrent du renouvellement décennal du compromis économique entre les deux parties de la monarchie pour supprimer purement et simplement le régime de l'admission temporaire.

Ce remède trop radical a eu des conséquences fâcheuses.

Non seulement il a porté atteinte à la capacité d'exportation des grands moulins, mais encore il a été, pour la petite meunerie, sa condamnation à mort. Les grands moulins, ne pouvant plus exporter, ont inondé le marché intérieur de farines qu'ils produisent à beaucoup moins de frais que les petits meuniers.

Ce nouvel état de choses a été favorable à notre meunerie, en la délivrant de la concurrence redoutable, que lui faisait la grande meunerie hongroise.

L'étude rapide, que nous venons de faire, nous

montre que, si l'admission temporaire ne peut être impunément supprimée sans être remplacée par un système analogue, par contre elle doit être soumise à une réglementation sévère, pour éviter les abus qui peuvent se glisser dans son application. C'est dans ce sens que nos législateurs ont voulu réformer notre régime d'admission temporaire des blés.

Que pouvait-on lui reprocher ?

DEUXIÈME PARTIE

En parcourant les longues discussions qui eurent lieu à la Chambre des députés et au Sénat, on remarque que les reproches adressés au régime de l'admission temporaire peuvent se ramener à deux : le trafic des acquits — les fissures.

Nous allons donc, dans un premier paragraphe, examiner comment le trafic des acquits a pris naissance, comment il favorise la spéculation et quels en ont été les effets, au point de vue de la mévente des blés. Dans un deuxième paragraphe, nous exposerons ce qu'on entend par les fissures de l'admission temporaire. Dans un troisième paragraphe, nous dirons un mot du marché à terme des blés et de son influence sur leur vente. Enfin dans un dernier paragraphe, nous ferons la critique de la loi nouvelle.

§ 1^{er}.

Le trafic des acquits.

En principe, l'admission temporaire des blés, nous l'avons vu, est la faculté donnée à la minoterie d'in-

roduire des blés étrangers en franchise, sous la condition expresse de réexporter le produit de la mouture, dans le délai de deux mois.

Le meunier contracte vis-à-vis de la douane une obligation.

Il doit, dans le délai sus-indiqué, ou bien payer 7 francs par quintal au Trésor, c'est-à-dire le montant du droit de douane (dans le cas où il livre la farine extraite du blé importé à la consommation), ou réexporter cette farine, et, comme la douane ne peut s'assurer ni de la bonne foi, ni de la solvabilité de l'importateur, elle exige que ce dernier prenne, par écrit, l'engagement formel de se conformer aux prescriptions légales, conjointement et solidairement avec une caution, dans un acte authentique, appelé « acquit à caution ».

L'acquit à caution, dans son acception générique, est donc une pièce de douane qui implique à la fois une permission accordée et une condition imposée à celui qui est appelé à profiter de cette permission.

Lorsque l'admission temporaire fut introduite dans notre législation, elle le fut avec les principes de l'identique.

Le meunier qui entrain du blé, pour en faire profiter la main-d'œuvre nationale et sous la réserve expresse de faire ressortir la farine provenant de ce blé, devait être le même qui procédait à l'entrée et à la sortie de la marchandise.

Avec des prescriptions aussi étroites, il ne pouvait y avoir d'abus.

Mais la loi ne fut jamais appliquée.

Les meuniers commencèrent par mélanger la farine provenant du blé importé avec celle se trouvant dans leur moulin. Puis ils substituèrent entièrement cette dernière à l'autre, malgré la surveillance de la douane. Cette pratique illégale dura sept années.

Ce ne fut, en effet, qu'en 1835 que l'on supprima le principe de l'identité quant à la marchandise, la douane ayant reconnu qu'il ne lui était pas possible de vérifier de quel blé provenait la farine exportée.

Cette concession ne fut pas la seule obtenue par la meunerie.

Les décrets des 14 janvier 1850 et 25 août 1861 lui accordèrent l'abrogation du principe de l'identité de la personne et la suppression des zones d'exportation, de sorte qu'un meunier du Midi put importer, en admission temporaire, des blés qu'il faisait consommer sur place et apurer son acquit par une exportation effectuée par un meunier du Nord.

Rétablies en 1873, sur la réclamation des agriculteurs, les zones furent à nouveau supprimées en 1897.

Pour légitimer cette suppression, la meunerie invoqua la situation de la France au point de vue de la récolte des céréales.

Notre pays, en effet, peut se diviser en deux parties. Le Nord-Est et l'Ouest, à partir d'une ligne de

Lyon à Dax, sont producteurs de blé. Au contraire, dans tout le Midi en général, on ne cultive presque exclusivement que de la vigne.

Les meuniers installés dans la première région s'y procurent donc très facilement leur matière première et peuvent se livrer à l'exportation, ayant à proximité leurs principaux consommateurs de farines : l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg.

A l'inverse, les meuniers du Midi, ne trouvant pas sur place de blés à acheter, doivent les faire venir soit du Nord de la France, soit de l'étranger. Or ce dernier mode d'approvisionnement est seul employé pour deux motifs.

Le premier, c'est que les tarifs de chemins de fer ne permettant pas de transporter du Nord au Midi de la France, à un prix suffisamment modique, du blé qui est une marchandise très lourde pour sa valeur, il est beaucoup moins onéreux de s'adresser à l'extérieur, Marseille étant en relations constantes avec les pays producteurs de blés.

Le second, c'est que nos blés tendres français ne répondent pas aux besoins de la clientèle des minotiers du Midi, qui comprend : d'un côté, les semouliers marseillais, n'employant pour leur industrie que des blés riches en gluten, et de l'autre, les consommateurs grecs, espagnols, arméniens et même russes ne voulant à aucun prix nos blés français.

C'est sur cette inégalité de production et cette

divergence de besoins que fut étayée la combinaison du trafic des acquits.

Au début, elle fut accueillie avec faveur, même par les sociétés d'agriculture. Marseille ayant besoin de blés étrangers les conservera, pensait-on, pour l'alimentation de la population et les nécessités de l'industrie locale. Quant à la région du Nord qui est surproductrice, elle se servira des acquits créés à Marseille pour exporter ses blés en Angleterre et en Belgique et, par ce moyen, décharger ses marchés.

Incontestablement, envisagé à ce point de vue, le trafic des acquits aurait pu avoir d'excellents résultats, mais il aurait fallu que cette opération ait été soumise à une réglementation étroite et que les acquits aient eu une valeur invariable, à l'abri de toute spéculation.

Or ces deux conditions firent défaut.

Supposons un meunier de Marseille, Primus, ayant importé une cargaison de blé en admission temporaire. La douane lui délivre un acquit.

Désirant vendre ses farines sur place, il s'abouche avec un meunier de Dunkerque, Secundus, et lui dit : « Puisque vous avez des farines en trop, je viens vous proposer le marché suivant. Je consens à vous permettre d'exporter vos farines à la place de celles provenant du blé que j'ai importé. Seulement je ne vous donnerai pas 7 francs par quintal, car, dans ce cas, je n'aurai pas intérêt à m'adresser à vous, il me

suffirait pour apurer mon acquit de payer directement la douane. Je vous vends mon acquit 2 fr. 50. »

Ainsi peut se décomposer l'opération appelée trafic des acquits, pratiquée d'une façon normale et telle que l'autorise la loi de 1897.

Primus a toujours intérêt à réaliser cette opération puisque, au lieu de payer 7 francs par quintal à la douane pour faire entrer et consommer du blé étranger, il ne déboursa que la somme convenue, soit dans l'espèce 7 fr. — 2 fr. 50 = 4 fr. 50.

Quant à Secundus, pour accepter le marché que lui propose Primus, il doit y trouver également un avantage.

La somme qui lui est offerte, doit être assez élevée pour lui permettre d'aborder le marché extérieur, c'est-à-dire égaler au moins la différence existant entre le cours intérieur et le cours mondial.

De ce premier examen, il résulte que la valeur des acquits est essentiellement variable.

Les partisans du système prétendent que cette variation est non seulement nécessaire, mais qu'elle est bienfaisante.

Supposons, disent-ils, que le blé coûte 27 francs en France et 20 francs à Londres. A ce moment le droit de douane joue complètement. Le meunier du Nord dit au meunier Marseillais : « Je consens à prendre votre acquit, mais vous me donnerez 7 francs, car cette somme m'est indispensable pour niveler le prix

intérieur et le prix extérieur et me permettre d'exporter mon blé. » Or que peut-on reprocher à cette convention ? Elle ne lèse personne. La douane ne perd rien, puisqu'il n'y a pas lieu de percevoir de droit. L'agriculture n'a pas non plus à se plaindre, car elle n'est concurrencée sur le marché intérieur par aucune quantité de blé venant augmenter le stock existant, la cargaison de blé introduite à Marseille se trouvant compensée par une sortie équivalente.

Prenons une autre hypothèse. Le cours est de 25 francs à Londres et de 27 francs en France. Le meunier du Nord qui achète son blé 27 francs, se contentera de 2 francs de prime pour arriver à parité de prix sur le marché étranger. Quant à l'importateur français, s'il ne payait pas ces 2 francs de prime, il pourrait affaïsser les cours avec un blé acheté trop bon marché à l'extérieur.

Par conséquent, non seulement la douane et l'agriculture devraient se désintéresser de cette opération puisqu'elles n'ont rien à perdre, mais encore cette dernière devrait s'en féliciter, car elle voit ses régions surproductrices dégagées, sans que le prix du blé dans le Midi subisse de dépréciation par l'introduction de blé étranger, acheté à un prix inférieur à celui du blé indigène.

Il est exact qu'on ne peut objecter à ce système de léser la douane, mais ce qu'on peut lui reprocher, c'est

d'accorder à des particuliers le pouvoir de modifier à leur fantaisie un droit de douane, voté par le Parlement pour protéger notre agriculture contre la concurrence étrangère. En 1894, nos législateurs ont estimé que ce droit devait être porté à 7 francs. Or de deux choses l'une, ou bien ces 7 francs sont nécessaires pour arrêter l'invasion des blés étrangers, dans ce cas ils doivent être payés intégralement; ou bien ils ne le sont pas, alors pourquoi les maintenir ?

On a fait observer que cette fixité du droit de douane est défectueuse, que certaines années, par suite de l'état des récoltes en France et à l'étranger, ce droit pourrait être réduit sans que notre agriculture puisse en souffrir. Il est possible que l'établissement de droits gradués soit avantageux, mais le trafic des acquits n'aboutit pas du tout au même résultat. En effet, on peut remarquer que ce système est combiné de telle manière qu'il favorise l'importation des blés juste au moment où notre agriculture aurait intérêt à la voir interdite. Supposons une année surproductrice en France. Le prix du blé indigène diminue et par conséquent se rapproche de celui des blés étrangers. Par suite, la différence entre le cours intérieur et le cours mondial étant peu importante, le meunier exportateur, encombré de farines, se contente d'une prime légère pour apurer les acquits créés dans le Midi. En 1899, par exemple,

la récolte ayant été très abondante, les acquits s'élevèrent en novembre à 3 fr. 25 et atteignirent même 6 fr. 50, de sorte que l'importateur n'avait à payer que 0 fr. 50 pour introduire sur nos marchés, déjà surchargés, des blés étrangers beaucoup plus riches en gluten que les nôtres et préférés par la boulangerie.

Le trafic des acquits présente un autre inconvénient non moins grave, c'est de donner prise à la spéculation, en lui permettant de réaliser des bénéfices importants sur la variation de valeur des acquits.

Nous avons vu que cette valeur dépendait de la différence existant entre le cours intérieur et le cours mondial. Or le spéculateur, ne pouvant agir sur ce dernier, n'avait à sa disposition que deux moyens pour provoquer la hausse ou la baisse de l'acquit :

1° Agir sur le cours intérieur;

2° Accaparer les acquits et leur donner une valeur fictive.

Ces deux moyens furent employés tour à tour et nous allons voir que, dans les deux cas, ce fut notre agriculture seule qui en fut victime.

Au début, le spéculateur imagina le procédé suivant.

Supposons que le blé soit coté 18 francs à Londres et 22 francs à Paris. Il s'abouche avec un meunier du Midi, X, et lui dit : Vous venez d'importer en admission temporaires 40.000 quintaux de blé. Si vous le voulez, je consens à apurer votre acquit

moyennant une prime de 4 francs. X accepte cette proposition qui lui permet de ne déboursier que 4 francs par quintal, au lieu de 7 francs. Le spéculateur qui a eu soin de faire cette opération au mois d'août, c'est-à-dire au moment où nos cultivateurs jettent leurs blés sur le marché, introduit lui-même en admission temporaire 10.000 quintaux de blé à 17 francs rendus au Havre. Ce surcroît de marchandise ayant affaissé les cours, il achète à Z des blés indigènes, dont il exporte la farine en apurement de l'acquit que lui a cédé X et, comme le cours en France est descendu à 18 francs, par exemple, il cède l'acquit qu'il a créé à un autre meunier Y, moyennant une prime de 1 franc. En sorte que l'on peut établir de la manière suivante le bénéfice réalisé par ce spéculateur dans cette opération :

	Recettes	Dépenses
Prime reçue de X.....	40.000 fr.	
Acquisition de blé rendu au Havre....		170.000 fr.
Prime payée à Y.....		10.000
Blés achetés à Z.....		180.000
Vente à l'étranger de la farine provenant du blé acheté à Z.....	133.000	
Vente en France du son provenant du blé ci-dessus.....	37.800 ¹	
Vente en France au cours du jour du blé importé au Havre.....	180.000	
Balance.....		30.800
Totaux égaux.....	<u>390.800</u>	<u>390.800</u>
Créditeur....	<u>30.800¹</u>	

1. Pour établir les prix de la farine et du son qui figurent dans le tableau

Voilà pourquoi le Nord qui, à en croire les défenseurs de l'admission temporaire, se contentait d'apurer les acquits créés dans le Midi, a importé, dans les dix premiers mois de 1901, 260.000 quintaux de blés en admission temporaire. A la fin d'octobre, il en restait encore 139.000 quintaux à apurer.

Ces bénéfices enhardirent la spéculation. Il se créa une foule d'intermédiaires qui accaparèrent les acquits pour leur donner une valeur purement fictive. Désormais leur commerce ne se fit plus entre importateurs et exportateurs. L'acquit devint une véritable valeur soumise à toutes les fluctuations des marchés à terme. On put acheter ou vendre des acquits pour des blés qui devaient entrer dans six mois, pour des blés non encore récoltés. Ainsi au 31 avril 1901, on cotait sur la place de Marseille les acquits sur six mois de juillet, cela reportait par conséquent l'importation du blé au 31 décembre, c'est-à-dire à

ci-dessus, les explications complémentaires suivantes nous semblent nécessaires.

Nous supposons la farine à 23 francs le quintal et nous prenons une mouture normale à 70 0/0 : $7000 \times 23 \text{ fr.} = 161.000 \text{ fr.}$ De ce chiffre il y a lieu de retrancher :

Frais de mouture.....	1 fr.	par quintal.
Toile pour les sacs.....	0 50	—
Camionnage de la farine, de l'usine		
au port.....	0 30	—
Frêt, connaissance, permis, statistique, assurance.....	1 »	—
	2 80	

Donc $161.000 - 28.000 = 133.000$ francs.

Nous supposons le son à 13 fr. 50 les 100 kilos et 28 kilos par quintal à la mouture : $2.800 \times 13 \text{ fr. } 50 = 37.800 \text{ fr.}$

huit mois. En y ajoutant deux mois pour l'apuration, on arrivait à dix mois. A partir de ce moment, la valeur de l'acquit fut entre les mains de la spéculation. Il en résulta que le meunier exportateur, ne touchant plus prime suffisante pour aborder le marché extérieur, se vit dans l'obligation d'acheter son blé moins cher.

M. Debussy, dans la séance du 5 juillet 1901, cite deux faits, dont il fut témoin à la Bourse de Paris et qui prouvent l'influence de l'agiotage de l'acquit sur le cours du blé français.

Un marchand de grains offrait du blé à un minotier de la place de Paris et lui disait : « Je vous offre un lot de blé de qualité égale à celle du blé que je vous ai vendu il y a quinze jours et je vous le laisse au même prix. — Je ne puis accepter, répondit le meunier, si vous n'en baissez pas le prix de 0 fr. 50 à 0 fr. 75. — Pourquoi, fit observer le vendeur, la farine est toujours au même prix et je ne vois pas que le blé français ait baissé. — J'ai acheté, lui dit le meunier, des blés de la Plata qui me coûtent 15 francs les 100 kilos rendus au Havre. J'ai vendu mes acquits à caution 4 francs. Je n'ai donc à payer à la douane que 3 francs + 15 francs d'acquisition, en tout 18 francs par quintal. Or ce prix, grâce au cours des acquits est plus avantageux que celui de votre blé. »

Il est certain que, si ce minotier n'avait pas trouvé à vendre ses acquits plus cher qu'il ne les avait

vendus précédemment, il aurait payé le blé au même prix. C'est la surélévation du prix de l'acquit qui a fait baisser le blé français.

Le même jour, ce même négociant s'adressait à un minotier des environs de Saint-Quentin et lui disait : « Je vous offre un lot de blé de même qualité et au même prix que celui que je vous ai vendu, il y a trois semaines. — Le meunier répondit : Je suis obligé de vous demander 0 fr. 75 de rabais, car en ce moment, je ne vends pas bien ma farine. — Mais, réplique le négociant, la farine est toujours au même prix en Belgique, où vous faites des exportations grâce aux acquits que vous achetez à Marseille. — C'est vrai, seulement au lieu de payer cet acquit 3 francs, je le paye aujourd'hui 4 francs. Je suis obligé de vous faire supporter cette différence. »

On ne peut donc soutenir que l'agriculture doit se désintéresser du trafic des acquits, et à fortiori que cette opération lui est favorable.

Dans le Midi, ce trafic a ruiné notre culture en blé. Autrefois, en effet, tous les départements du bassin de la Garonne fournissaient des excédents. Pourquoi ont-ils disparu ? Uniquement à cause de l'admission temporaire. Si le meunier de Marseille avait été obligé de payer entièrement le droit de douane à l'entrée des blés étrangers, il aurait préféré s'adresser aux producteurs du Centre qui, moyennant 1 franc de transport par quintal, lui auraient procuré

une matière première à des prix raisonnables. Avec le trafic des acquits, au contraire, ce meunier a intérêt à s'approvisionner à l'étranger.

Dans le Nord, le trafic des acquits a avili les prix, ainsi que nous l'avons démontré, le meunier de cette région étant obligé d'imposer au cultivateur une diminution de prix du blé pour pouvoir aborder le marché extérieur.

Mais pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi l'agriculteur français est-il forcé de vendre son blé au prix que lui fixe le meunier ?

Il faut attribuer cette infériorité du cultivateur vis-à-vis du meunier à deux causes.

En France, le marché des céréales manque d'organisation. Au lieu d'écouler leurs produits au fur et à mesure des besoins de la consommation, nos cultivateurs jettent en même temps leur blé sur le marché, dès qu'ils l'ont récolté, afin de se procurer l'argent dont ils ont besoin. Cette surabondance de l'offre produit la baisse. De plus, le producteur n'est pas commerçant. Il arrive parfois qu'une région est surproductrice, tandis que sa voisine, par suite des intempéries, a une récolte déficitaire. Le cultivateur de la région surproductrice ne sait pas profiter de cette circonstance. Il n'ira pas offrir ses blés sur le marché voisin ; il n'en a du reste ni le temps ni les moyens. Il est vrai que les acheteurs se déplacent, ce qui rétablit l'équilibre. Mais ces derniers s'en-

tendent. La cote à la Bourse de Paris leur sert de barème, et leur offre ne dépasse guère le chiffre qu'elle leur indique.

La seconde cause de l'infériorité du cultivateur est que notre régime économique ne favorise pas l'exportation du blé comme celle de la farine. Nous avons vu, en effet, que la loi ne permet qu'aux meuniers de faire de l'admission temporaire. Eux seuls peuvent donc profiter de la prime d'exportation attachée au trafic des acquits. Le producteur ne pouvant vendre son blé à l'étranger est par conséquent sous la dépendance absolue du gros meunier et du courtier en grains qui lui imposent leurs prix et finiront, si on n'y met obstacle, par amener peu à peu le cours du blé français au cours du marché universel.

§ 2.

Les fissures.

Nous arrivons maintenant à ce qu'on a appelé les fissures de l'admission temporaire.

Ce sont des fraudes, pratiquées en vertu des dispositions des textes eux-mêmes ¹, permettant au meunier importateur de faire rentrer sur notre territoire une certaine quantité de blés étrangers sans payer de

1. On les a appelées « fraudes légales ».

droit de douane et de conserver ces blés ou la farine en provenant pour les besoins de la consommation locale.

La plus connue, celle qui a fait l'objet des plus vives réclamations de la part de nos agriculteurs, résultait du taux de blutage.

Nous avons vu (première partie, p. 22) comment le taux de blutage à 40 %, établi par la loi du 2 mai 1902, avait accordé aux meuniers faisant de l'admission temporaire une véritable prime d'apurement, en leur laissant entre mains dix kilos de farine par quintal de blé importé, exempté de droits de douane. Nous n'insisterons pas sur ce point, pour lequel nous renvoyons à la thèse de M. Dezaunay qui y a consacré de longs développements.

Nous nous contenterons d'énoncer les effets funestes de cette fissure pour notre agriculture.

Disons tout d'abord que les meuniers ne l'ont jamais contestée. Mais ils se sont efforcés de la légitimer.

Leurs arguments peuvent se ramener à trois :

1° Les meuniers américains ou hongrois, obtenant leur matière première à bas prix, peuvent livrer des farines de qualité meilleure et à des conditions plus avantageuses que les nôtres. La prime d'apurement que nous donne la fissure compense cette infériorité, en nous permettant d'abaisser nos prix.

2° Il existe dans les blés d'importation, notamment

dans ceux de Russie ¹, un déchet considérable, provenant de matières étrangères qui s'y trouvent mêlées et pour lesquelles il faut payer des droits d'entrée. La prime d'apurement remédie à cette injustice.

3° La prime d'apurement constitue un puissant stimulant pour l'exportation des farines ; or, plus les sorties de farines seront nombreuses, plus les blés de nos régions surproductrices trouveront d'acheteurs, plus aussi ces blés augmenteront de valeur.

Il est facile de réfuter ces trois arguments.

Le premier est celui de tous ceux qui bénéficient d'une prime quelconque, en dehors d'une autorisation légale. Mais la nécessité de satisfaire la clientèle étrangère n'est pas un motif suffisant pour légitimer une prime nuisible aux intérêts de la production indigène, ainsi que nous allons le démontrer.

Quant au second argument, on peut répondre que la situation de la meunerie est identique à celle de beaucoup d'autres industries faisant de l'importation. L'importateur de fonte, en effet, ne paye pas seulement les droits d'entrée sur le minerai pur, il les paye également sur la terre, les pierres qui sont amalgamées avec lui.

Le 3° argument offre, à première vue, un certain caractère de vérité. La prime d'apurement, assurément, permet à l'exportateur d'abaisser ses prix de vente

1. Dans ces blés le déchet atteint 40 %.

sur les marchés internationaux, et par suite donne au meunier un stimulant pour l'exportation de ses farines. Mais ce stimulant n'est que la conséquence d'une importation étrangère antérieure, qui a été préjudiciable à nos blés indigènes, puisque sur chaque quintal de blé importé, il est resté en France 10 kilos de farines exemptes de tout droit.

On peut ajouter que le meunier importateur n'est pas obligé, pour jouir de la prime, de réexporter des blés français. Il peut très bien introduire en admission temporaire des blés étrangers, les réexporter après mouture et conserver entre mains une certaine quantité de farine qui viendra augmenter nos stocks et avilir nos prix.

A côté de cette fissure légale, le taux de blutage a donné lieu encore à des fraudes importantes, constituant une véritable escroquerie en douane.

Nous savons qu'il y a des farines de types très différents, des farines dites à 50 %, 60 %, 70 %, 80 % d'extraction. Il existe parfois, d'un type de farine à l'autre, si peu de différence qu'un meunier très connaisseur peut s'y tromper, à plus forte raison un douanier. On peut donc très bien faire passer des farines d'un type inférieur pour des farines d'un type supérieur, dont une quantité moindre est exigée pour l'exportation.

Le décret du 27 juillet 1896, il est vrai, a remédié à la fissure résultant du taux de blutage, mais en

partie seulement, puisque les intéressés reconnaissent qu'elle peut être encore de 6 %.

Il en résulte que, lorsque nous importons en admission temporaire 6 millions de quintaux de blé, il reste en France 360.000 quintaux de farine qui n'ont pas acquitté les droits de douane.

C'est pour y remédier que M. Darbot, à la séance du 13 décembre dernier, demandait qu'on n'établît qu'un type de farine pour la sortie, le type à 90 %. Mais cette innovation pourrait avoir des conséquences funestes au point de vue de notre exportation.

Lorsqu'on dit qu'un blé est bluté à 10, 20 ou 30 %, cela signifie qu'on a obtenu 90 kilos d'un mélange de farine et de son, 80 kilos d'un mélange de farine et d'un peu de son, 70 kilos de farine panifiable et si la farine est blutée à 40 %, 60 kilos de farine.

Au moment où s'est établi le régime de l'admission temporaire, nous avons vu qu'on n'avait pour la sortie qu'un seul type de farine à 70 %, c'est-à-dire que l'industriel, qui avait importé 100 kilos de blé en admission temporaire, devait ressortir 25 kilos de son et 70 kilos de farine avec une concession de 5 % de déchet.

Depuis, pour satisfaire aux exigences commerciales, on a été obligé de modifier les types.

Nous devons, en effet, exporter des farines dans des pays où les habitudes alimentaires ne sont pas les mêmes, d'où la nécessité pour le minotier d'apurer

ses acquits par des sorties de farines de différentes qualités.

Dans les Échelles du Levant, par exemple, le taux de blutage doit être très réduit, soit 20 $\%$. Quelquefois même on réclame des farines blutées à 10 $\%$ (90 kilos de farine pour 100 kilos de blé). Cette farine contient donc une très forte partie de son et de boulanges.

Dans d'autres pays, au contraire, on demande des farines extrêmement fines. Ainsi nous sommes forcés d'exporter en Angleterre des farines blutées à 50 $\%$, afin de pouvoir rivaliser avec les farines américaines.

Sur d'autres marchés, on réclame des farines à 70 $\%$, à 60 $\%$ même.

Puisque nous désirons autoriser le commerce d'exportation, il faut lui donner la possibilité de s'exercer. On ne peut donc, au point de vue commercial, réduire les types à un seul.

M. Darbot a invoqué l'exemple de l'Allemagne, où le minotier est obligé d'exporter à 75 $\%$. Mais l'Allemagne ne se trouve pas dans la même situation que nous. Les exportations ne s'adressent qu'à une nature spéciale de clientèle (celle des pays scandinaves), qui demande des farines ordinaires, faisant un pain qui se rapproche beaucoup de ce qu'on appelle chez nous le pain complet.

La fissure résultant du taux de blutage existera

donc toujours en partie avec le régime de l'admission temporaire, car il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de déterminer mathématiquement quelle quantité exacte de farine de telle qualité peut se trouver dans 100 kilos de blé.

Cette fissure n'est pas la seule. Nous allons en exposer d'autres dérivant des rapports douaniers de la France avec ses colonies et avec les pays de zones.

Nos colonies, au point de vue douanier, peuvent se diviser en trois groupes :

1° Celles qui sont soumises au tarif de la métropole (en principe depuis la loi du 11 janvier 1892, toutes sont assimilées à la France) ;

2° Celles non soumises au tarif métropolitain.

Elles comprennent tous les territoires français de la côte occidentale de l'Afrique, à l'exception du Gabon, par conséquent le Sénégal, la Guinée, le Dahomey, Tahiti, les établissements français de l'Inde et Obock.

Enfin 3° l'Algérie et la Tunisie qui ont l'une et l'autre un tarif douanier spécial.

Dans la première catégorie, nous trouvons la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte, les Comores, l'Indo-Chine, la Nouvelle-Calédonie et Madagascar.

Les produits étrangers, importés dans ces colonies et possessions, sont passibles des mêmes droits que s'ils étaient importés en France. On leur applique

dès lors le tarif minimum ou le tarif général, selon que le pays d'origine a droit à l'un ou à l'autre tarif (art. 3, § 3, de la loi du 11 janvier 1892). Les surtaxes d'entrepôt ne sont perçues en aucun cas.

En un mot, ces colonies sont considérées comme le prolongement du sol national. Il était donc logique de décider que les produits, importés en France en admission temporaire, ne peuvent être réexportés dans ces régions, en apurement des acquits à caution.

Or certaines de ces colonies font exception à ce principe.

L'art. 30 de la loi du 16 mai 1863 décide, en effet, que les produits étrangers, admis temporairement en France pour y être fabriqués ou y recevoir un complément de main-d'œuvre, pourront être exportés en franchise dans les colonies des Antilles et de la Réunion.

Dans la seconde catégorie, les droits, applicables à l'importation dans ces colonies, résultent de tarifs spéciaux, entièrement indépendants du régime des douanes de la métropole. Quant aux produits de ces colonies, ils sont, en principe, passibles des droits du tarif minimum à leur importation en France.

Le Sénégal jouit de deux régimes différents pour l'importation des farines : l'un pour les farines étrangères et l'autre pour les farines françaises. Les premières payent un droit de douane de 7 % *ad valo-*

rem et un droit d'octroi de mer de 5 %¹. Les secondes ne sont passibles que de ce dernier droit. En conséquence, lorsqu'un meunier de Marseille, par exemple, veut exporter de la farine au Sénégal, il consulte le cours des acquits. Si ce cours est faible, il expédie en dédouanement d'acquits; les farines payent alors à leur entrée au Sénégal le droit des farines étrangères. Si, au contraire, le cours des acquits est trop élevé pour lui permettre ce trafic, ce minotier envoie sa farine au tarif français.

Un pareil agiotage ne devrait pas être autorisé. Le spéculateur français ne devrait pas avoir le droit de choisir le tarif auquel il sera soumis pour l'entrée de sa marchandise dans nos colonies.

Une situation identique a existé pendant longtemps pour Madagascar et l'Indo-Chine.

A notre avis, le marché de nos colonies devrait être réservé à l'industrie française, sans qu'il soit besoin de donner une prime d'exportation à nos denrées pour les envoyer dans ces colonies. Le tarif métropolitain, suffisamment élevé, devrait suffire pour empêcher l'importation des farines étrangères.

En Algérie, depuis la loi de finances du 29 décembre 1884, les réexportations ne sont plus admises à la décharge des comptes d'admission temporaire.

La Tunisie est soumise à un régime spécial.

1. Décret du 18 juillet 1864.

La loi du 19 juillet 1890 dispose, en effet, dans son article premier, que :

« 1° Les céréales en grains (froment, orge, avoine, « maïs);

« 2° Les huiles d'olive, etc...

« sont admis en franchise en France. »

Ces produits, pour jouir de ce traitement de faveur, doivent venir directement et sans escale d'un port tunisien désigné à cet effet (loi du 19 juillet 1890 — décret du 21 septembre 1892). Ils doivent être accompagnés d'un certificat d'origine, délivré par le contrôleur civil de la circonscription dans laquelle ils ont été récoltés. Ce certificat est visé au départ de Tunisie par un receveur des douanes de nationalité française. Enfin le transport doit avoir lieu par navire français.

Par contre, elle reçoit nos farines en dédouanement d'acquits à caution.

Il y a là une perte sérieuse pour le Trésor.

Les gros minotiers de la région marseillaise usent de cette disposition pour éluder les droits de douane. Ils importent en franchise des blés tunisiens, transforment ces blés en farines et les réexportent en dédouanement d'acquits, qu'ils ont créés en introduisant en France des blés étrangers, de sorte que ces blés ne payent pas de droits de douane.

Or, si on considère que cette opération s'effectue en grand, que la Tunisie nous envoie, chaque année,

500.000 quintaux de blés, et que nous y exportons, en dédouanement d'acquits, de 250 à 300.000 quintaux de farines ¹, on voit que cette opération seule occasionne annuellement, pour le Trésor, une perte de 1 à 2 millions de francs.

Il se produit, dans nos rapports avec la Corse, un agiotage identique.

Nous pensons qu'il serait urgent de mettre un terme à ce régime d'exception, dont jouissent certaines de nos colonies. Il faudrait revenir aux principes généraux et traiter nos possessions, non soumises au tarif de la métropole, comme de véritables pays étrangers.

D'ailleurs, pourquoi ne pas assimiler toutes nos colonies à la métropole? Les blés étrangers introduits dans ces colonies seraient soumis au droit de 7 fr. par quintal. Quant aux blés exportés de France, ils n'y seraient admis en franchise que si l'importateur fournit la preuve qu'ils sont français.

En agissant ainsi, on favoriserait l'exportation de nos blés indigènes, ce qui déchargerait d'autant notre marché intérieur : c'est en ce sens que M. Debussy, lors de la discussion de la dernière loi de finances, a demandé à la Chambre de voter des amendements. Malheureusement, ils n'ont pas été discutés.

1. Nous y avons exporté, en apurement d'acquits, 227.000 quintaux en 1898 et 372.000 en 1899.

En ce qui concerne les pays de zone, la situation n'est pas la même.

On appelle zones, certaines portions de notre territoire qui sont placées en dehors de notre ligne de douanes.

C'est ainsi que la ligne douanière, qui devrait séparer le canton de Genève du département de l'Ain, est placée à l'ouest du Jura. Tout le pays de Gex¹ se trouve ainsi hors de cette ligne.

Le même régime exceptionnel est appliqué à la partie de la Savoie qui est au delà de la ligne des douanes, établie conformément au décret des 12 et 18 juin 1860.

Cette ligne passe par Bassy, Chatel, Frangy, les Prats, Maillet, Menthonex, la Luaz, Collet, Chenaillon, le Plan, Plumet, Chapieux, Bonneval, Seez, Mazure, Tigne, Bonneval, Lanslebourg, Modane, Saint-Michel et Saint-Jean-de-Maurienne.

C'est en vertu de traités de paix que le pays de Gex et trois arrondissements de la Haute-Savoie, quoique étant territoires français, constituent une zone franche au point de vue de la douane, la ligne douanière française étant reportée à l'ouest de leur territoire.

1. Il ne faut pas confondre le pays de Gex avec l'arrondissement de Gex. Celui-ci s'étend à l'ouest jusqu'au torrent de la Valserine, tandis que le pays de Gex s'arrête au sommet ouest du Jura en deçà du fort de l'Écluse.

En effet, le congrès de Vienne de 1815, en rectifiant les frontières de la France, maintint, en faveur du pays de Gex, les franchises douanières dont il bénéficiait depuis le xiv^e siècle.

D'autre part, lorsqu'en vertu du traité du 24 mars 1860, la Savoie fit retour à la France, ce fut sous la condition que les parties neutralisées de cette province resteraient dans le *statu quo ante*.

Or ces deux régions reçoivent nos farines en dédouanement d'acquits et elles nous envoient leur blé et leur farine en franchise. Sans doute il est normal que nous puissions apurer nos acquits par une exportation dans ces zones qui, au point de vue douanier, doivent être considérées comme pays étranger. Mais en vertu de quel principe recevons-nous en franchise leurs blés et leurs farines ? Il est de règle, en effet, que lorsqu'un produit passe d'une zone franche à l'intérieur, il doit acquitter les droits comme s'il venait de l'étranger.

Pour expliquer cette anomalie, il faut se reporter aux traités de 1815 et de 1860. Lors de l'annexion à la France de ces deux régions, il parut nécessaire à nos législateurs de compenser, au profit des industries existantes, les pertes de débouchés qu'elles avaient alors et de leur en donner dans le territoire français, en supprimant en leur faveur les taxes douanières.

Les spéculateurs ont profité de cette situation et

voici comment. Ils ont construit, sur la limite et en dehors de ces zones, des moulins importants où ils ont accaparé tout le blé de ces régions. Les mêmes meuniers possédaient à Marseille d'autres moulins, destinés à la mouture des blés importés de l'étranger en admission temporaire. De cette manière, ils apuraient leurs acquits créés à Marseille en réexportant dans les zones les farines provenant du blé qu'ils y avaient acheté. Ils parvenaient ainsi à éluder complètement le droit de douane.

C'est pour cela que les zones, bien que ne produisant pas suffisamment pour leur consommation, exportent en France environ 30.000 quintaux de blé par an.

La population des pays de zones est de 205.602 habitants.

Chaque habitant consomme en moyenne, par jour, 500 gr. de pain, d'où par an 182 k. 500.

$$365 \times 0 \text{ k. } 500 = 182 \text{ k. } 500.$$

Donc pour 205.602, il faut annuellement 37.523.642 kilos de pain.

$$182 \text{ k. } 500 \times 205.602 = 37.523.642 \text{ k.}$$

Au rendement de 70 kilos pour 100 kilos de blé et de 130 kilos de pain pour 100 kilos de farine, on trouve

$$100 \text{ k. blé} = \frac{70 \text{ k. farine} \times 130 \text{ k. pain}}{100} = 91 \text{ k. pain.}$$

Si 100 kilos de blé égalent 91 kilos de pain, en divisant 37.523.642 kilos par 91, nous aurons en quintal, la quantité de blé nécessaire à l'alimentation des zones :

$$\frac{37.523.642}{91} = 412.347$$

Or, en 1901, les zones n'ont produit que 315.612 quintaux de blé et, cependant, il a été introduit en franchise 129.586 quintaux de farine, sur lesquels 105.116 quintaux au taux d'extraction de 50 %. Ces farines auraient dû acquitter 1.428.230 fr. 50 de droits de douane. Elles représentent en blé (décret du 9 août 1897) 204.033 quintaux.

Cette situation est donc préjudiciable non seulement à l'agriculture, mais encore à la meunerie et au Trésor. C'est ainsi qu'en 1901, 272.628 quintaux sont venus concurrencer nos blés indigènes en surchargeant nos marchés ; 129.586 quintaux de farine ont été mis en vente à des prix dépréciés ; enfin le Trésor n'a pas encaissé 3.336.627 fr. environ qu'il aurait dû percevoir.

La question des zones va être bientôt portée devant le Parlement. La Chambre de commerce de Chambéry réclame leur suppression, prétendant qu'il est injuste que tous les citoyens français ne soient pas soumis au même régime douanier. Si elle a gain de cause, la fissure dont nous venons de parler dis-

paraîtra avec les zones. Mais si le Parlement, au contraire, estime, avec la Chambre de commerce d'Annecy, que cette suppression ne peut avoir lieu, nous pensons qu'elle devrait profiter de la circonstance pour décider que tous les produits, venant de Savoie et du pays de Gex, acquitteront les droits de douane à leur entrée en France, car nous ne pouvons, comme avec nos colonies, enlever à nos meuniers la faculté d'y exporter leurs farines en dédouanement d'acquits; ces farines seraient alors fournies directement par la Suisse et l'Italie, au détriment de notre travail national.

§ 3.

Marché à terme.

Le trafic qui a existé sur les acquits à caution et les fissures ne sont pas les seules causes de la mévente des blés. Il faut également l'attribuer, ainsi que l'a constaté M. Darbot à la tribune du Sénat, le 13 décembre dernier, à l'agiotage qui se fait à la Bourse de Paris.

Nous allons en dire deux mots.

Le commerce du blé en France ne se pratique pas comme celui des autres marchandises. Ce n'est pas, en effet, la loi générale de l'offre et de la demande qui seule en détermine le prix. En réalité, ce prix est

fixé pour toute la France à la Bourse de Paris ou pour mieux dire, c'est la cote à la Bourse de Paris qui sert de guide sur tous les marchés français, et c'est autour d'elle qu'oscillent les prix. Tous les jours, dans les marchés de province, on attend la cote de Paris pour se décider à faire une affaire ou non.

Or le marché de Paris est un instrument de baisse pour deux raisons.

En premier lieu, le blé qui vient au marché de Paris doit satisfaire, comme la farine, à certaines conditions de réception, de qualité, de mise en magasin, d'expertise, toutes opérations qui entraînent des frais considérables, sans compter les frais de transport. Tous ces frais accessoires grèvent la marchandise, ce qui en diminue la valeur.

En second lieu, lorsque les députés Dron et Claude Rajon déposèrent leur projet de loi réglementant les marchés à terme, la Bourse s'est émue. Elle a voulu prévenir le coup qui la menaçait, en limitant elle-même les effets de l'agiotage sur les cours en fin de mois.

Nous savons ce qu'on entend par marché à terme.

La vente à terme, c'est la vente d'un objet, faite par une personne qui, au moment où elle vend, ne possède pas cet objet. Le vendeur espère voir, dans l'intervalle (vente et livraison) la valeur baisser, ce qui lui permettra de se la procurer à un prix inférieur.

L'acheteur à terme est celui qui achète au cours du jour une marchandise qu'il ne peut payer, mais qu'il paiera à la fin du mois. C'est une spéculation à la hausse. L'acheteur espère voir monter les cours. A l'échéance, il vendra et paiera son premier vendeur avec la différence.

D'une manière générale, ces opérations ne se soldent que par des différences.

Une fin de mois, en matière d'agiotage, c'est la possibilité d'amener le cours à un prix tellement surélevé que le vendeur, qui ne peut livrer, puisque le stock est entre les mains de la spéculation, est obligé de payer des différences énormes.

La Bourse voulut empêcher cet étranglement des cours en fin de mois. Elle décida que les prix les plus élevés, adoptés pour la liquidation, ne seraient que de 6 % supérieurs à la moyenne des cours du mois.

Dans ces conditions, il devint impossible de spéculer à la hausse. On spécula à la baisse et la réforme, qu'on espérait salulaire aux intérêts de l'agriculture, s'est retournée contre elle en abaissant le cours du blé.

Plusieurs remèdes ont été proposés à cette situation.

Les uns ont demandé la suppression pure et simple du marché à terme des blés, à cause des brusques variations de prix qu'il provoque.

Les autres prétendent, au contraire, que la fonction du marché à terme est plutôt pondératrice.

Lorsqu'en province, disent-ils, les négociants en blé voient la cote de Paris s'élever, ils y vendent leur blé et tout le monde autour d'eux fait de même, jusqu'à ce que les cours de Paris et de la province, ayant fini par se niveler, ne permettent plus cette opération. De même, lorsque les meuniers, ne pouvant se procurer, à un prix avantageux, leur blé en province, consultent la cote à Paris et la trouvent en baisse, ils y achètent leur blé, jusqu'à ce que le cours de Paris soit nivelé avec celui de la province.

Le marché à terme ne cause donc pas la hausse ou la baisse, il enregistre les variations des cours. C'est pour ainsi dire un baromètre.

Théoriquement, il devrait en être ainsi, mais pratiquement le cours du blé à la Bourse n'est pas déterminé uniquement par la loi de l'offre et de la demande. Le marché de Paris est entre les mains de quelques maisons qui produisent la baisse quand elles ont à faire des achats et la hausse quand elles veulent vendre.

Prenons, par exemple, les cours de l'année courante :

1 ^{er} au 31 janvier 1902	21 ^{fr.} 79	110.000 quintaux
1 ^{er} au 28 février —	21.23	104.000 —
1 ^{er} au 31 mars —	21.45	99.000 —
1 ^{er} au 30 avril —	21.11	89.000 —
1 ^{er} au 31 mai —	21.99	84.000 —

1 ^{er} au 30 juin	—	22 ^{fr.} 34	92.000 quintaux
1 ^{er} au 31 juillet	—	24.15	85.000 —
1 ^{er} au 30 août	—	22.08	75.000 —
1 ^{er} au 30 sept.	—	20.09	67.000 —

On remarque que les prix les plus bas coïncident avec l'époque des moissons. Le prix du blé aux mois d'août et de septembre présente, en effet, une différence en moins de 2 fr. 07 et 3 fr. 86 avec les prix des mois précédents, malgré la diminution des stocks.

D'autres enfin ont distingué entre la spéculation et l'agiotage.

Dans une conférence faite au théâtre de Dijon, le 10 novembre 1900, M. Viger a fait ressortir ce qu'est l'agiotage.

« Que l'on se figure, dit-il, deux joueurs faisant une partie d'écarté à 20 fr. Supposons que l'un d'eux, volontairement, perde la partie. C'est folie, semble-t-il. Mais il a derrière son partenaire, parmi les parieurs, un homme de paille qui a ponté contre lui, si bien que celui qui a perdu réellement 20 fr. se trouve avoir à partager avec son partenaire une somme assez considérable qui le dédommage des 20 fr., qu'il a non pas perdus mais sacrifiés. »

Ainsi agit l'agioteur.

L'orateur montre ensuite l'influence désastreuse, sur la vente du blé, des marchés fictifs à la Bourse de Paris.

On entend par marchés fictifs des marchés dans lesquels la marchandise n'entre pas en considération et où acheteurs et vendeurs traitent à livrer, à certaines époques, avec une prime double ou simple et avec faculté déterminée.

Par comparaison, M. Viger cite ce qui s'est passé à Roubaix pour les laines. On a fait monter fictivement de 3 fr. à 6 fr. 80 le kilogramme de laine peignée. Un grand nombre d'industriels, pensant que cette hausse allait se maintenir, achetèrent à terme un stock important de laines. Les spéculateurs à la baisse arrivant vendirent à bas prix des quantités fictives et tous les industriels, ayant fait des marchés à terme, furent ruinés.

Le même agiotage se pratique sur les blés.

Aussi réclame-t-on la suppression des marchés à prime, à double prime, à prime simple et à faculté.

Nous pensons que cette suppression serait très difficile. L'agiotage se confond bien souvent avec la spéculation. Il est pour ainsi dire impossible d'établir une ligne de démarcation certaine entre ces deux modes d'opération. Quant à interdire les marchés à terme, nous croyons que cette mesure aurait des conséquences fâcheuses sur le commerce général des blés. Selon nous, il faudrait défendre la publication de tout ce qui a trait aux marchés à prime, à double prime et à faculté et arriver à ce que le marché de Paris n'ait pas trop d'influence sur la cote, qui règle les marchés de province.

Nos législateurs, ne pouvant opérer ces réformes qui auraient suscité de vives protestations, se sont contentés d'enrayer la spéculation.

Elle s'exerçait, nous l'avons vu, sur les acquits à caution et arrivait à supprimer presque entièrement le droit de douane, établi pour protéger notre agriculture.

Trois mesures furent prises dans ce but.

On obligea, en premier lieu, le meunier importateur à acquitter les droits de douane à l'entrée.

Cette disposition, préconisée par M. Méline, est excellente en ce sens que le crédit de deux mois, accordé à l'importateur, lui donnait la tentation de se livrer, dans l'intervalle, à des opérations tendant à influencer le marché, au préjudice de notre agriculture. Désormais, seules les personnes solvables pourront faire des importations temporaires et on ne verra plus des industriels, n'ayant plus de crédit chez leurs banquiers, en trouver dans les caisses de l'État.

La seconde mesure fut la suppression de l'acquit à caution et son remplacement par un titre de perception incessible.

En principe, la cessibilité de l'acquit à caution a toujours été considérée comme abusive.

Si on examine, en effet, le décret du 9 août 1897, on verra que, s'il a donné de mauvais résultats, c'est qu'il n'a été appliqué ni dans son esprit, ni dans sa lettre.

L'article 2 de ce décret disait :

« Les admissions temporaires de blé ne pourront
« être faites que par des déclarations de réexpédi-
« tion, signées par le soumissionnaire ou son fondé
« de pouvoirs.

« Toutefois, le meunier soumissionnaire d'un
« acquit à caution pourra céder ce titre à un autre
« meunier chargé de le faire apurer. Cette cession
« sera opérée par voie d'endossement dans les dix
« jours de la délivrance de l'acquit à caution. »

La transmission du titre ne pouvait donc avoir lieu qu'entre deux meuniers. Cela est si vrai que, dans les instructions de l'administration des douanes, il est dit :

« Pour mieux individualiser les opérations, l'art. 2 du décret exige que les déclarations de réexportation soient signées par le soumissionnaire de l'acquit à caution, à la décharge duquel la sortie doit être imputée ou par son mandataire.

« Cette règle, cependant, n'est pas absolue. Un acquit à caution peut être endossé, dans les dix jours de sa date, au nom d'un meunier autre que le soumissionnaire. Cet endossement qui, bien entendu, doit être daté, donne au nouveau titulaire le droit de présenter des déclarations de réexportation. »

Ainsi, dans le décret de 1897, aussi bien que dans les instructions qui l'accompagnent, il était bien spécifié que la transmission du titre ne pouvait se

faire que d'importateur à exportateur, et si des abus se sont glissés dans l'application de cette loi, c'est que, comme en Hongrie, la douane n'a pas fait son devoir.

La loi du 4 février dernier n'a donc pas innové.

On peut se demander, du reste, pourquoi le blé jouirait d'un régime spécial, dont ne profitent pas les autres produits, admis à la pratique de l'admission temporaire.

Enfin la faculté, accordée aux meuniers, d'apurer leurs acquits ou leurs titres de perception, en déposant leurs farines en entrepôt, est supprimée.

On peut définir l'entrepôt un local où les marchandises, passibles de droits, peuvent séjourner sans paiement préalable de ces droits.

Les entrepôts, organisés chez nous par les lois du 8 floréal an XI, 9 et 27 février 1832, se divisent en deux catégories : les entrepôts réels et les entrepôts fictifs. Les premiers sont gardés habituellement par la douane et toujours établis dans des locaux fermés à doubles clefs. Les seconds, qui n'existent que dans les ports maritimes, sont constitués dans les magasins des commerçants, sur lesquels la douane n'exerce de surveillance que pour les recensements.

Ce qui caractérise l'entrepôt, dans notre régime douanier, c'est que les marchandises, qui y sont déposées, sont réputées, par une sorte de fiction

légale, être en territoire étranger. Par suite, lorsqu'une marchandise, introduite temporairement, était mise en entrepôt après avoir été façonnée, l'acquit à caution délivré à l'importateur était apuré.

Or cette pratique présentait des dangers en favorisant les spéculateurs. Ces derniers, conservant à leur disposition des stocks considérables, pouvaient les jeter sur nos marchés à leur fantaisie.

Les meuniers prétendent que l'entrepôt est pour eux un auxiliaire précieux, leur accordant des délais pour trouver acheteur et écouler leurs marchandises. Mais il est certain que la meunerie n'a nul besoin de ce nouveau délai de sortie. Les deux mois, que lui concède le régime de l'admission temporaire, sont largement suffisants.

En Italie, il n'est accordé à la minoterie que le temps strictement nécessaire pour transformer son blé en farine. En France, il devrait en être de même.

Nous pensons donc que c'est avec raison que la mise en entrepôt des farines a été interdite.

Ces restrictions, apportées au régime de l'admission temporaire, devaient soulever de vives réclamations de la part de ceux qui en profitaient.

§ 4.

Critiques adressées à la loi du 4 février 1902.

Ce furent les Chambres de commerce qui, les premières, adressèrent au gouvernement, avant même que la loi ne devint définitive, leurs protestations.

La Chambre de commerce de Tarbes, présidée par M. Despaux, dans une séance du 8 décembre 1901, apprécia de la manière suivante le projet de loi.

1° Obligation du versement des droits à l'entrée.

Cette innovation n'est combattue que faiblement par la meunerie. Cependant, deux critiques peuvent lui être adressées. D'abord, si, par cette disposition, l'État doit bénéficier de l'intérêt de sommes assez importantes, il ne manquera pas de trouver la contrepartie de cet avantage réel dans une augmentation de formalités pour l'administration des douanes. De plus, les industriels les moins fortunés auront à souffrir, et parfois très durement, de cette avance, et c'est bien là une considération de nature à arrêter les esprits dans une démocratie comme la nôtre.

2° Incessibilité de l'acquit.

Cette disposition nouvelle risque d'amener la suppression de l'admission temporaire. Il y aurait là, en effet, un bouleversement complet de l'industrie meunière et du commerce auquel elle donne lieu. Les

meuniers du Midi, qui ont leur clientèle à l'intérieur, devront la chercher au dehors, alors que ceux du Nord, qui écoulent leurs farines à l'étranger, devront les lancer sur les places de leur région où, déjà, la production est supérieure à la consommation. L'équilibre sera donc rompu pour le plus grand préjudice des producteurs français que l'on prétend protéger.

Une preuve que l'admission temporaire n'est pas une cause de la baisse des blés, c'est que, dans le Midi, les prix sont plus élevés que dans le Nord. En 1897, 1898, 1899 et 1900, il y a eu une plus-value dans le Midi, plus-value dont la moyenne est de 1 fr. 61.

Il est à craindre que les meuniers du Nord, ne pouvant plus sortir leur farine, par suite de l'incessibilité de l'acquit, ou bien diminuent leur fabrication ou bien lancent leur excédent sur nos marchés, d'où, dans les deux cas, une baisse très sensible sur le cours des blés.

On aura ainsi porté un coup mortel à la meunerie, qui verra les meuniers hongrois et américains s'emparer de ses clients de l'extérieur et venir même, comme les grands moulins de Minneapolis le tentent dès maintenant, lui faire, sur les places de l'intérieur, une concurrence aussi désastreuse pour elle-même que pour l'agriculture française.

La Chambre de commerce de Thiers, présidée par M. Astier Rodon, fait à la loi à peu près les mêmes reproches, puis elle ajoute :

L'admission temporaire ne se pratique guère que dans le Sud-Est (Marseille et la vallée du Rhône) et le Nord (dans d'infimes proportions).

Or le Midi n'a jamais été producteur de blé. Il a dû toujours importer pour sa consommation. D'un autre côté, cette région a des goûts particuliers, il lui faut des farines de force. Marseille a des usines importantes qui reçoivent des blés exotiques, nécessaires aux qualités de farines réclamées tant par sa clientèle de l'intérieur que par celle de l'Espagne et des pays orientaux. Ces usines transforment les blés en question et réexpédient leurs produits sous le bénéfice de l'admission temporaire telle qu'elle fonctionne.

La loi nouvelle ruinera l'industrie dans cette région sans aucun soulagement pour notre agriculture.

On veut supprimer la cessibilité de l'acquit et pourquoi ? On objecte la fraude. Mais si cette fraude existe, la douane est bien armée. Si elle ne l'est pas, qu'on lui fournisse les armes qui lui manquent. Que les types de blutage soient révisés.

C'est ensuite la Chambre de commerce de la Meuse, qui, sur le rapport de M. Visseaux, adopte à l'unanimité les conclusions ci-après :

« L'admission temporaire, largement pratiquée, a été un bienfait pour nos industries meunières et agricoles, sans compter le bien général qui en est résulté pour la main-d'œuvre et le travail national, l'industrie des transports et le trafic des ports.

« L'application de la loi nouvelle amènera fatalement une baisse des prix du blé qui, dans les années de pleine récolte comme celles que nous venons de traverser, n'aura pour limite que le prix mondial. Il nous faudra, en effet, tomber au cours du blé à l'extérieur, de manière à rendre à nouveau l'exportation possible.

« De plus, les 4 millions de quintaux, qui entrent dans les ports du Midi et qui sont nécessaires à la fabrication des semoules et pâtes alimentaires, continueront à entrer quand même en grande partie, du moins sans sortie correspondante, ce qui avilira les prix. »

Enfin le Syndicat bourguignon de la meunerie, présidé par M. A. Troubat, supplie le Sénat de repousser cette loi, qui enlève le bénéfice de l'admission temporaire à tous les meuniers de nos frontières terrestres et ne peut qu'amener une baisse très sensible, aussi bien sur le cours des blés que sur celui des farines.

On pourrait citer également les délibérations prises par les Chambres de commerce du Mans, de Périgueux, de Calais et de Lyon.

De leur côté, certains journaux jugent sévèrement la réforme de l'admission temporaire.

Le *Soissonnais* affirme que les producteurs de blé en seront les premières victimes.

Le *Journal d'agriculture* se demande, avec anxiété,

si cette expérience ne sera pas plus funeste pour les meuniers que la suppression franche du régime de l'admission temporaire et si elle rendra aux agriculteurs tous les services qu'on leur a promis.

Le journal, la *Meunerie française* (fascicule de janvier 1902), dans un article intitulé : « Les effets d'une loi » prend vivement à partie M. Debussy et ajoute :

« Il est bien évident que les moulins, qui ne pour-
« ront plus écouler leurs produits à l'étranger, ne
« vont pas fermer leurs portes pour cela. Ils inon-
« deront de leurs produits les marchés que les
« meuniers de la région suffisaient à approvisionner,
« ce qui ruinera la petite meunerie que l'on a voulu
« protéger. »

Au Sénat, la loi nouvelle a eu aussi deux adversaires éloquents, MM. Prevet et Couteaux.

Il existe actuellement en France, dit M. Couteaux, plus de deux cents meuniers qui font de l'exportation. Combien en pourront faire demain avec votre loi ? Cinq ou six à Marseille et puis la grande Société de Corbeil qui a un moulin au Havre. Il n'y aura donc plus demain, pouvant profiter du travail pour l'exportation, que celui qui sera assez puissant, assez riche, pour acheter une cargaison de blé et qui pourra trouver un client pour lui vendre la même cargaison, convertie en farine.

M. Prevet critique la suppression de la mise en entrepôt.

Hier le vendeur déposait sa marchandise en entrepôt. Aujourd'hui, coûte que coûte, il faudra l'expédier. Qu'arrivera-t-il alors, si des doutes s'élèvent sur la solvabilité de l'acheteur, s'il survient un litige quelconque avec la compagnie de navigation, si enfin une avarie de moulin oblige le meunier à suspendre son travail. Ce dernier sera condamné à perdre le montant des droits consignés à la douane.

Les Sociétés d'agriculture, au contraire, les syndicats agricoles, notamment l'Union des syndicats agricoles des Alpes, l'Union des syndicats de l'Est et du Sud-Est, qui, tous, avaient demandé la réforme, l'accueillirent avec faveur.

Nous allons examiner si les reproches, adressés à la loi du 4 février dernier, sont fondés.

Le paiement des droits à l'entrée a substitué au régime de l'admission temporaire, celui du drawback.

Le drawback (du mot anglais *to draw*, tirer, *back*, arrière) existait avant la loi de 1836. Il fut remplacé, à cette époque, par l'admission temporaire, à cause des complications sans nombre que son application entraînait pour la douane. A un autre point de vue, le dépôt du droit dans les caisses de l'État ne profitait à personne. Des sommes, parfois importantes, se trouvaient immobilisées, ce qui causait un véritable préjudice à l'importateur. Mais le véritable motif, qui fit écarter le drawback, fut la difficulté de constatation d'identité de la matière importée dans le produit

fabriqué. Il arrivait souvent que le Trésor payait plus qu'il n'avait reçu, par suite de contestations sur la valeur et la nature des produits réexportés.

S'il en est ainsi, pourquoi a-t-on rétabli le drawback pour les blés ? Pourquoi les mettre sous un régime d'exception, l'obligation de payer les droits à l'entrée n'étant imposée à aucun des autres produits jouissant du bénéfice de l'admission temporaire ?

Il résulte des discussions qui eurent lieu au Parlement, que ce système a été introduit dans la loi nouvelle pour deux motifs :

Nos législateurs ont voulu, en premier lieu, mettre un terme à la spéculation que ce crédit en douane favorisait, en rendant possible l'admission temporaire aux industriels insolvables qui, n'ayant rien à perdre, se livraient sans crainte à toutes les fraudes.

Certains industriels se servaient même de l'admission temporaire pour rétablir leur crédit et voici comment :

M. X, industriel dont les affaires ne sont pas prospères, compte parmi ses amis un M. Y, qui veut bien le cautionner vis-à-vis de la douane. Ce dernier ne court pas grand risque, la caution en douane étant privilégiée en cas de liquidation judiciaire ou de faillite. X se met en rapport avec un importateur, Z, et lui offre d'apurer son acquit, moyennant une prime de 4 francs, ce qui est accepté.

X se rend alors à la douane avec sa caution. On lui

délivre des permis d'admission temporaire. Z, se trouvant, de ce fait, déchargé vis-à-vis de la douane, verse de suite la prime convenue. Par conséquent, si l'opération s'est effectuée sur 100.000 quintaux de blé, il encaisse 400.000 francs.

Quarante ou cinquante jours après, il traite avec un meunier de l'Est ou du Nord, qui doit faire la réexpédition des farines. Ce minotier ne touchera le montant de la prime convenue que lorsqu'il aura envoyé à X l'acquit à caution déchargé par la douane.

X a donc mis, de cette manière, en circulation, une somme énorme qu'il n'aurait pu trouver ailleurs.

Avec la loi nouvelle, cette combinaison sera impossible, l'importateur devant payer les droits à l'entrée.

A un autre point de vue, ce système présente l'avantage de diminuer indirectement le délai d'apurement. Le minotier, en effet, pour éviter la perte d'intérêt des sommes consignées, fera tous ses efforts pour réexporter, le plus vite possible, les farines provenant des blés importés.

En second lieu, le drawback a été rétabli pour que la douane n'ait pas à exercer les minoteries.

La douane, ayant intérêt à rechercher si l'importateur, qui est son créancier éventuel, réalise bien les conditions qui lui sont imposées par la loi, ne lui remboursera la somme consignée que si ce dernier lui en fournit la preuve.

On a bien objecté que cette mesure allait rendre la pratique de l'admission temporaire inabordable aux petits meuniers.

On peut répondre que ces derniers n'ont jamais fait de l'admission temporaire et, voudraient-ils en faire, ils trouveront toujours, chez un banquier, la somme nécessaire pour effectuer la consignation des droits à la douane.

Aussi les meuniers n'ont-ils pas trop protesté contre cette réforme.

Mais, ce qui a soulevé un *tolle* général, c'est la suppression de l'acquit à caution et son remplacement par un titre de perception incessible.

Désormais, les meuniers importateurs devront acquitter entièrement le droit de douane. Ils ne pourront plus en partager le montant avec les meuniers exportateurs. De là, la véritable cause de leur mécontentement. Ils allèguent, il est vrai, d'autres motifs.

L'agriculture, disent-ils, sera la première à souffrir de cette loi.

Nous avons vu à quels abus le trafic des acquits a donné naissance, nous avons montré combien ce régime a été funeste pour notre agriculture ; cette dernière ne peut donc que se féliciter de sa suppression.

Sans doute, les blés importés dans le Midi, pour des besoins spéciaux, ne correspondront plus à aucune

sortie. Mais l'entrée de ces blés ne pourra avilir le cours intérieur, leur prix étant de beaucoup supérieur à celui des blés indigènes, à cause du droit de douane qu'ils seront obligés d'acquitter. De plus, par suite de leur cherté, les minotiers marseillais n'en importeront que ce qui leur sera strictement nécessaire. Ils préféreront s'adresser, comme ils le faisaient jadis, au producteur français. De là, un encouragement pour l'agriculture dans le Midi.

Quant à notre meunerie, la loi nouvelle ne va-t-elle pas causer sa ruine?

Remarquons que sur 36.000 meuniers, 34.000 travaillent à façon et 2.000 seulement font de l'industrie et du commerce. Parmi ces derniers, il n'y en a guère que trois ou quatre cents qui se livrent spécialement au commerce extérieur.

Or, les premiers, ceux qui travaillent à façon, doivent voir, avec satisfaction, supprimer un régime qui permettait aux gros minotiers de leur faire une concurrence désastreuse, grâce aux primes de toutes sortes que leur procurait le trafic des acquits. Les seconds pourront, comme par le passé, importer des blés étrangers dans leur usine et les réexporter après transformation.

Si nous examinons quels ont été, jusqu'à ce jour, les effets de la loi nouvelle, nous pouvons constater trois faits :

Le premier, c'est que la quantité de blés, introduits

temporairement pendant les huit premiers mois de cette année, est à peu près la même que celle de l'an passé.

Admission temporaire des blés pendant les 8 premiers mois de 1902 (y compris les restes à apurer de l'année précédente).....	3.605.472
Admission temporaire des blés pendant les 8 premiers mois de 1901 (y compris les restes à apurer de l'année précédente).....	3.173.494
Reste à apurer au 1 ^{er} janvier 1901.....	550.522
— — — — 1902.....	910.823

Par conséquent, il n'est pas exact de dire, comme l'ont fait les meuniers, que la réforme de l'admission temporaire aboutissait à sa suppression.

En second lieu, les quantités de blés, apurées par le paiement des droits de douane, sont bien supérieures, cette année, à celles des années précédentes.

Du 1^{er} janvier au 1^{er} septembre 1902, en effet, 28.554 quintaux de blés, importés temporairement, ont acquitté les droits de douane, contre 3.018 quintaux seulement en 1901 et 3.000 en 1900.

Enfin il s'est produit une légère hausse dans le prix du blé.

Année 1901		Année 1902	
Janvier....	19 ^f 50	Janvier....	21 ^f 79
Février....	19 62	Février....	21 23
Mars.....	19 21	Mars.....	21 45
Avril.....	19 12	Avril.....	21 11

Année 1901

Année 1902

Mai	19 82	Mai	21 99
Juin	20 12	Juin.. . . .	22 34
Juillet	20 77	Juillet . . .	24 15
Août	19 30	Août	22 08
Septembre .	19 10	Septembre .	20 29 ¹

Nous pensons pourtant, que cette loi n'est pas appelée à rendre à notre agriculture les services qu'on lui a promis, en mettant un terme à la mévente des blés.

Sans doute, le blé a haussé, mais cette hausse se maintiendra-t-elle ?

Nous avons vu que la mévente résulte de l'encombrement de nos marchés, provoqué par l'admission temporaire fonctionnant avec trafic des acquits et par la surproduction. La première cause a été supprimée, mais la seconde subsiste.

Depuis dix ans, en effet, notre production annuelle suffit presque aux besoins de la consommation, parfois même elle les dépasse. Dans ces conditions, ce qu'il faudrait à notre agriculture, c'est un système permettant l'exportation.

Les meuniers prétendent que le trafic des acquits remplissait ce but.

1. La production en blé de l'année 1902 a été cependant supérieure à celle de 1901. En effet, les statistiques du ministère de l'agriculture l'évaluent à 95.822.968 quintaux contre 84.617.840 en 1901.

Dans l'esprit de ses auteurs, il est vrai, cette opération devait servir à décharger le Nord de ses excédents. Mais, toute exportation, faite dans le Nord, correspondant à une importation, opérée dans le Midi, l'ensemble de notre marché restait le même. Jamais l'admission temporaire n'a été considérée comme un système permettant l'exportation du blé indigène.

A un autre point de vue, la réforme de l'admission temporaire sera funeste pour l'agriculture. Nous avons vu que cette dernière est sous la dépendance absolue de la meunerie. Or, la loi nouvelle ne remédiant en rien à cette situation, il arrivera que les meuniers exigeront des producteurs de blé de nouveaux sacrifices, en compensation des bénéfices qu'on leur enlève.

Il est donc absolument nécessaire de trouver un moyen, qui permette à nos cultivateurs d'exporter eux-mêmes leurs blés, lorsque leur stock dépassera les besoins de la consommation.

Tel va être l'objet de notre troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

Nous avons vu ¹ que, dans la séance du 15 juillet 1899, trois systèmes ont été proposés à la Chambre des députés par MM. de Pontbriand, Papelier et Fénel, et Debussy, dans le but de favoriser l'exportation des blés.

Le projet de M. de Pontbriand établissait une prime de sortie en faveur des blés et farines. Tous les blés entrant en France acquitteront, à leur entrée, les droits de douane. A la sortie des blés et de leurs produits, semoules, pâtes alimentaires, il sera payé l'équivalent du montant des droits de douane, dus à l'importation par ces mêmes produits.

L'admission temporaire était supprimée. On accordait à l'exportateur une bonification douanière, sans qu'il ait besoin de s'entendre avec l'importateur, ce qui évitait la création d'un titre négociable.

1. Voir p. 39, première partie.

M. de Pontbriand affirmait que ce système, compensant les entrées effectuées dans le Midi par les sorties faites dans le Nord, ne présente aucun danger pour le Trésor, car ce dernier donnera d'une main ce qu'il recevra de l'autre.

MM. Papelier et Féral créaient des bons d'exportation.

Les droits de douane sur les blés, disait M. Papelier, ont été établis non pas dans le but d'alimenter notre budget, mais pour compenser les charges que notre agriculture supporte comme impôts de toute sorte, comparativement aux producteurs de blés des autres pays du monde. Il est donc très juste que l'on use de ces ressources au profit de l'agriculture.

En 1897, on avait espéré sortir les excédents du Nord au moyen du trafic des acquits. Malheureusement, la spéculation a faussé ce système. Dans les années d'abondance, le vendeur d'acquits conservant pour lui une partie des droits de douane, le meunier exportateur ne touche plus prime suffisante pour aborder le marché extérieur. Les bons d'exportation, appliqués à toutes les céréales, remédieront à cette situation.

Un cultivateur, en effet, ne tire pas toutes ses recettes de la culture unique du blé. Dans une même année il y a trois récoltes différentes, le blé, l'avoine et les plantes sarclées, telles que pommes de terre,

trèfles, etc... Or il arrive souvent que la récolte de blé est peu abondante et celle d'avoine magnifique. Il y aura donc avantage, pour l'agriculture, à pouvoir compenser une sortie d'avoine par une entrée de blé.

Nous connaissons enfin le système des bons d'importation de M. Debussy.

Voici en quelques mots comment il le justifiait :

Avec le régime actuel, le droit de douane joue lorsque l'insuffisance de nos récoltes nous oblige à importer, mais, dès que cette importation cesse, il ne produit plus aucun effet et nos cours se rapprochent très près du cours mondial.

Avec les bons d'importation, au contraire, le droit de 7 francs jouera, quelle que soit l'importance de notre récolte, puisqu'au moyen de ces bons, nous pourrons toujours sortir nos excédents. Le prix du blé s'établira alors sur le cours des pays importateurs voisins n'ayant pas de droits de douane, prix auquel il sera ajouté 7 francs, moins les frais nécessités par l'expédition chez nos acheteurs, transport, commission, etc..., frais qui ne dépasseront jamais 2 fr. 50 par quintal de blé, en sorte que le cours de nos blés sera, dans les années d'abondance, de 4 fr. 50 par quintal au-dessus du cours mondial.

Ces trois projets de loi renferment deux innovations heureuses : 1° ils favorisent l'exportation du blé aussi bien que celle de la farine ; 2° cette exportation n'est plus le privilège exclusif des meuniers.

On ne voit pas, à première vue, quel intérêt il peut y avoir à accorder au blé les mêmes facilités d'exportation qu'à la farine. Cette dernière est d'un transport plus aisé et moins coûteux que celui du blé. De plus, la farine étant un dérivé du blé, il est clair que toutes les fois qu'une certaine quantité de ce produit passe à l'étranger, cela diminue d'autant le stock en blé pesant sur nos marchés. Là n'est pas, en effet, l'intérêt de cette mesure. Mais, en accordant aux blés les mêmes avantages qu'aux farines, on place les cultivateurs (vendeurs) et les meuniers (acheteurs) sur le pied d'égalité.

Pour bien comprendre les inconvénients de la législation actuelle, il faut examiner la situation douanière dans laquelle nous nous trouvons, vis-à-vis des pays qui nous entourent.

Le régime douanier de la Suisse comporte un droit de 0 fr. 30 à l'entrée du blé et un droit de 2 fr. 50 à l'entrée de la farine. Ces 2 fr. 50 que le meunier est obligé de payer, il faut qu'il les demande à la culture, qu'il les retrouve en diminuant le prix du blé français.

En Allemagne et en Belgique, l'industrie meunière se trouve dans la même situation privilégiée; elle bénéficie d'une protection industrielle spéciale. Nous ne pouvons donc y envoyer nos farines qu'à la condition de payer un droit de douane assez élevé, qui vient en déduction du prix des blés achetés en France.

Reste le marché anglais. Le blé et la farine y entrent en franchise.

Il semble que nos meuniers trouvent là un marché absolument ouvert, où ils peuvent se présenter en toute sécurité. Mais il leur faut lutter avec les meuniers américains. Or cette concurrence est difficile à soutenir pour deux raisons : d'abord, parce que les farines américaines sont, au point de vue de la qualité, supérieures aux nôtres ; elles proviennent de blés plus riches en gluten, et elles obtiennent sur les marchés anglais une prime d'environ 2 francs par quintal. En outre, les Américains qui fournissent à l'Angleterre des quantités considérables de farines, ont envoyé dans ce pays des représentants, qui vendent eux-mêmes la farine à la consommation anglaise, tandis que nos meuniers, non seulement vendent leur farine 2 francs de moins le sac, mais sont obligés de passer par des intermédiaires qui, naturellement, prélèvent une certaine somme sur le prix de la marchandise, en sorte que nos farines se trouvent dépréciées, même quand elles vont sur le marché anglais, et c'est toujours le producteur français qui subit les effets de cette dépréciation.

Il résulte de ces explications que nous aurions intérêt à pouvoir exporter, dans ces pays, nos blés plutôt que nos farines, dans les années de surproduction et que, en accordant cette facilité à nos cultivateurs, on leur fournirait une arme défensive contre

les prétentions et les exigences des meuniers. Lorsque ces derniers leur diront : « Vous voulez vendre votre blé, je le paye tant », ils pourront répondre : « Si vous ne le payez pas suffisamment cher, nous l'exporterons. »

On ne peut donc que féliciter MM. de Pontbriand, Papelier, Fénal et Debussy d'avoir introduit cette réforme dans leurs projets de loi.

Mais ces trois systèmes présentent deux inconvénients sérieux :

Ils sont dangereux pour le Trésor.

Ils ne sont pas à l'abri de la spéculation.

Le Trésor peut être appelé, dans les années de surproduction, à déboursier des sommes considérables, qui ont été évaluées à 100 millions par le rapporteur de la commission du budget. M. Debussy le reconnaît lui-même, mais il prétend que le Trésor rentrera largement dans ses débours, pendant les années déficitaires. « Pour que ce système soit onéreux, dit-il, il faudrait que nous devenions constamment exportateurs, et non accidentellement. Or, nous n'en sommes pas là. »

Il est exact que certaines années, par suite des intempéries, notre production est de beaucoup inférieure aux besoins de la consommation. Mais ces années sont rares. Il suffit, en effet, de consulter les statistiques pour remarquer que, depuis dix ans, notre

récolte n'a été déficitaire qu'une seule fois, en 1897¹. On peut même affirmer qu'elles se feront de plus en plus rares.

Tout d'abord la hausse du blé, que l'on espère, sera un stimulant pour le producteur.

M. de Pontbriand a fait observer que les surfaces emblavées ne peuvent augmenter sensiblement, tous les sols ne se prêtant pas à la culture du blé, mais peut-on en dire autant du rendement à l'hectare ? Si on recourt aux statistiques officielles, on constate que la production moyenne en France, de 1820 à 1829, était de 11 hectolitres 80. Elle a passé, pendant les autres périodes décennales, à 12, 14, 16 hectolitres. Depuis 1890, elle est de 17 hectolitres. Mais ce rendement de 17 hectolitres, que représente-t-il ? Il nous met au huitième rang de la production européenne. Celle de la Belgique et celle de l'Angleterre sont de 25 hectolitres à l'hectare et le rendement minimum, qu'on peut obtenir par l'emploi des engrais, est de 30 hectolitres. Nous sommes donc encore loin d'avoir atteint le maximum

1. Voici les chiffres en quintaux depuis 1894.

1894	93.671.456
1895	92.423.696
1896	92.606.743
1897	65.924.096
1898	99.312.290
1899	99.459.890
1900	91.944.560
1901	84.617.540
1902	95.822.968

de rendement. Nos cultivateurs, soit par ignorance, soit surtout par routine, ont négligé jusqu'à ce jour l'emploi des engrais chimiques, dont l'efficacité est incontestable, puisque c'est grâce à eux que le Nord est devenu surproducteur. Pourquoi les cultivateurs du Midi et du Centre ne suivraient-ils pas l'exemple de ceux du Nord ? Lorsque la culture du blé sera rémunératrice, nos paysans ne craindront plus de consacrer une certaine somme à l'amendement de leurs terres. On peut ajouter que les engrais, d'un prix élevé, seront peut-être demain à la portée de tous, grâce aux progrès de la chimie agricole.

D'autre part, la population de la France reste stationnaire. Le défaut de consommation ne résulte pas seulement de cette diminution de la population. Il tient encore à cet autre fait que beaucoup de jeunes gens, retenus par les attractions de la ville, adoptent un genre d'alimentation, qui n'est pas celui des campagnes, et, alors que le soldat français est taxé à 1000 ¹ grammes de pain par jour, le consommateur de la ville n'absorbe que 410 grammes de pain seulement et celui des campagnes 625 à 650 grammes.

De plus, la viande, introduite dans l'alimentation, et l'abus de l'alcool sont autant d'adversaires de la consommation du blé.

1. 750 grammes de pain de consommation, 250 grammes de pain de soupe.

Il est donc probable que, d'ici peu, notre production suffira amplement aux besoins de notre consommation et même que nous aurons des excédents.

L'Allemagne, dont on a invoqué l'exemple, n'est pas du tout dans la même situation que nous. Elle est obligée d'importer, chaque année, d'énormes quantités de céréales. Si le Nord-Est a des excédents à vendre, ces excédents ne représentent en moyenne que la dixième ou la quinzième partie de ce que tout l'Empire est obligé d'importer. En France, au contraire, il est rare que notre production soit déficitaire.

Voici au surplus ce qu'il est dit dans une note de l'ambassade de France à Berlin ¹ :

« L'application du bon d'importation en France ne produirait pas, sur le marché général de ce pays, les effets bienfaisants qu'il a eus en Allemagne. Il faudrait pour cela, ou bien que l'agriculture française réduise notablement ses emblavures et que l'offre et la demande se régularisent sur toute l'étendue du territoire, ou bien que le Trésor consente à fournir chaque année des sommes considérables. »

Or, comme le faisait observer M. Mando à la tribune de la Chambre, le 5 juillet 1900, « diminuer la culture du blé serait une faute grave, dont on pourrait se repentir plus tard. » D'autre part, si on prend 20 ou 30

1. Rapport de M. Raoul de Chamheret, 26 septembre 1900.

millions, par exemple, dans les caisses du Trésor, il faudra recourir à de nouveaux impôts, qui retomberont sur l'agriculteur, car, il est bien difficile d'établir des impôts sans que ce dernier en supporte la plus grande partie, la terre ne pouvant échapper à l'œil du fisc. On peut donc conclure que l'agriculture paiera une partie des primes ou bons, en tant que contribuable.

Cette situation serait acceptable à la rigueur, si le cultivateur seul était appelé à profiter de la prime, car il recevrait, d'un côté, ce qui lui aurait été pris de l'autre. Malheureusement il n'en serait pas ainsi.

Nous avons vu, en effet, que l'exportation pourra se faire, sous forme de blé ou sous forme de farine.

Prenons la première hypothèse.

Quels sont les cultivateurs qui pourront se livrer au commerce d'exportation ? Évidemment la masse des agriculteurs de France ne pourra le faire. Il n'y aura que ceux, habitant près des frontières, qui auront la possibilité de vendre leurs blés en Belgique. Les autres devront s'adresser à des intermédiaires, qui offriront 1 franc ou même 0 fr. 50 au producteur et conserveront pour eux le surplus de la prime.

Quant à l'exportation sous forme de farine, ce ne seront pas non plus les petits meuniers qui pourront s'en charger. Ils devront s'adresser aux grandes maisons qui ont partout des correspondants. Ce sont elles qui réaliseront l'opération et en tireront les profits,

au moyen desquels elles aviliront les prix des farines et écraseront encore davantage la petite meunerie.

Les systèmes de MM. de Pontbriand, Papelier et Debussy aboutiraient donc à prendre de l'argent dans les caisses publiques pour le donner aux gros meuniers et aux spéculateurs.

Le second reproche que l'on peut leur adresser, c'est de n'être pas à l'abri de la spéculation.

On accusait l'admission temporaire d'être un instrument de spéculation. Mais l'agiotage sera bien plus à craindre avec ces nouveaux systèmes. Sous le régime de l'admission temporaire, en effet, l'importateur risquait d'avoir à payer 7 francs par quintal de blé importé et non exporté; sous le régime des primes ou des bons, au contraire, l'exportateur, touchant une prime, ne courra d'autre risque que celui de limiter ses bénéfices immédiats.

Désormais le spéculateur aura à sa disposition un procédé facile, pour réaliser des bénéfices. Au lieu d'avilir les prix, il en provoquera la hausse, en raréfiant les blés sur le marché intérieur, au moyen de l'exportation. Cela lui sera d'autant plus aisé qu'il touchera une prime d'exportation. Le prix du blé montera donc à un taux menaçant pour le consommateur et, comme en 1897, le gouvernement sera obligé de supprimer les droits de douane, ainsi que le lui permet la loi du 29 mars 1897. A la faveur de cette suspension, le spéculateur rentrera en fran-

chise de grandes quantités de blés, pour recommencer la même opération quelques mois après.

On a objecté que, pour sortir du blé, il faut avoir des acheteurs. Ces acheteurs sont autour de nous. Que peuvent-ils absorber ?

L'Espagne importe 1.150.000 quintaux de blé par an. Nous ne pouvons guère lui en fournir que le tiers, soit 500.000 quintaux. La Belgique achète à l'étranger annuellement 9 millions de quintaux. Nous lui en vendons à peu près le cinquième soit 1.600.000 quintaux. La Suisse enfin importe 3 millions et demi de quintaux. Elle a comme voisins la Hongrie et l'Allemagne. Nous ne pouvons espérer lui vendre plus du tiers de ce qui lui est nécessaire pour sa consommation, soit un million de quintaux; ce qui fait au total trois millions de quintaux. Tel est approximativement le maximum de ce qu'il nous est possible d'exporter annuellement. Les sorties exagérées de blé ne sont donc pas à craindre.

Mais est-il nécessaire d'envoyer effectivement le blé au dehors, pour faire le vide sur le marché ? Évidemment non. Le spéculateur conservera le blé dans ses greniers et ne l'exportera qu'au fur et à mesure des demandes qui lui seront faites. Il pourra aussi faire construire en dehors de nos frontières de vastes magasins où il enverra nos blés français, ce qui lui permettra de toucher la prime d'exportation. En sorte que, non seulement les sorties de blé seront

illimitées, mais aussi, par contre-coup, les sommes à déboursier par le Trésor

Ces trois systèmes doivent donc être rejetés, comme ne répondant pas à la situation économique dans laquelle nous nous trouvons.

Selon nous, la première chose à faire pour mettre fin à la crise que traverse notre agriculture, par suite de la mévente des blés, serait d'organiser leur vente.

Jusqu'ici nos cultivateurs n'ont pas su vendre leurs produits. Au lieu d'échelonner leurs ventes tout le long de l'année, dès que les battages sont terminés, ils jettent leurs blés sur le marché. Il en résulte que ce ne sont pas eux qui fixent les prix. L'offre dépassant de beaucoup la demande, les acheteurs (courtiers en grains, meuniers) se montrent exigeants et dictent leurs conditions. Le cultivateur, ayant un besoin immédiat d'argent, soit pour payer ses fermages, soit pour acheter ses ensemencements, est obligé de les accepter, même si le prix du blé couvre à peine ses frais de production.

Nous avons vu que, pour remédier à cette situation, on a proposé de favoriser l'exportation du blé aussi bien que celle de la farine.

Mais, pratiquement, cette réforme ne rendrait à l'heure actuelle aucun service au producteur. Comment veut-on qu'un petit cultivateur du Puy-de-Dôme, par exemple, se livre au commerce d'exportation et vende lui-même son blé en Suisse ou en

Belgique ? Il devra s'adresser à des intermédiaires qui garderont pour eux tout le bénéfice de l'opération.

Or il existe aujourd'hui en France un grand nombre de sociétés ou syndicats agricoles, dont quelques-uns ¹ sont très prospères. Jusqu'ici, ils ont pris à tâche d'améliorer la production, en enseignant au cultivateur les méthodes les plus favorables à la culture et en propageant l'emploi des engrais chimiques. Nous pensons que là ne devrait pas se borner leur rôle.

Ils devraient, ainsi que cela se pratique en Belgique et en Allemagne, organiser la vente des céréales.

Cette vente, à l'heure actuelle, est défectueuse à deux points de vue, d'abord parce qu'elle n'est pas répartie également dans toute la France, le Nord n'envoyant pas ses excédents de blé dans le Midi, ensuite parce qu'elle n'est pas échelonnée le long de l'année, les cultivateurs y procédant tous à peu près à la même époque. Il faudrait donc que les Syndicats, se substituant au producteur, fissent eux-mêmes cette répartition dans le temps et dans l'espace.

A cet effet, les Syndicats devraient construire, au moyen de subventions fournies par l'État, et dans

1. Le syndicat de Belleville-sur-Saône compte 3015 membres, et le rapport, présenté par son trésorier, lors de la dernière réunion, indique un excédent de recettes sur les dépenses de 20.000 francs.

des localités d'un accès facile (tête de ligne de chemin de fer, ville possédant des marchés importants) de vastes entrepôts ou magasins¹. Les cultivateurs syndiqués pourraient, en versant une somme légère (0 fr. 30 à 0 fr. 40 par quintal), y déposer leurs récoltes, en attendant leur vente et, comme la plupart ont besoin d'argent, il leur serait fait une avance de fonds, proportionnée à la quantité de céréales entreposée.

Cette innovation produirait les meilleurs résultats, non seulement pour la petite culture, mais encore pour la petite meunerie à laquelle nous nous intéressons. Le petit meunier, en effet, trouverait, en tout temps, des blés à acheter au Syndicat à des conditions normales et il n'aurait plus à passer par les mains des gros courtiers.

Nous pensons que c'est là le vrai moyen d'arriver à enrayer la spéculation et à affranchir nos cultivateurs des cours fantaisistes, établis à la Bourse de Paris.

Il ne faut pas se dissimuler, il est vrai, que la tâche sera lourde pour les Syndicats. La création des entrepôts nécessitera l'augmentation de leur personnel. De plus, ils devront avoir à leur tête des hommes intelligents et actifs, rompus aux affaires commerciales, auxquels il faudra donner des appointements

1. Des sociétés se sont fondées dans la Hesse, la Saxe, la Bavière. La société de Hall, entre autres, sur la Saare, a dépensé plus de 1 million de marks à construire des magasins.

élevés. S'il ne s'agissait, pour ces sociétés, que d'emmagasiner et de vendre sur place les céréales qui leur seront confiées, ce travail ne présenterait pas de sérieuses difficultés. Mais leur mission sera plus vaste. Non seulement elles auront à se tenir au courant de la situation générale du marché français, mais encore elles pourront être appelées à faire de l'exportation, en cas de surproduction.

Aussi croyons-nous que, pour que cette réforme soit utile, pour qu'elle soit même possible, il faudrait un plan d'ensemble, un accord entre tous les Syndicats français, dans le but de faciliter leur travail et en même temps diminuer leurs frais généraux.

Voici l'organisation que nous proposons.

Chaque canton serait pourvu d'un syndicat. Ces syndicats se grouperaient entre eux pour former des Unions, dans le genre de celle du Sud-Est, comprenant 295 syndicats et englobant dix départements. La France ayant 2.863 cantons, il y aurait en tout dix Unions.

C'est au siège des Unions que se trouveraient les Caisses de crédit agricole et que se traiteraient les questions importantes concernant la vente des blés.

Enfin il y aurait un entrepôt par département, entrepôt dont l'importance serait variable suivant la région.

Comment fonctionnera ce système?

Plaçons-nous après la récolte. L'abondance de l'offre produisant la baisse, le cultivateur, par suite, ne trouvant pas à vendre son blé à un prix rémunérateur s'adressera à son syndicat qui fera une demande au directeur de l'entrepôt, demande indiquant le nom du cultivateur et la quantité de blé dont il dispose. Dans chaque entrepôt, il existera à cet effet un registre à souche, sur lequel seront consignées les demandes et dont il sera détaché deux bulletins contenant les mêmes indications que la demande et, en plus, la date de l'entrepôt et le montant de la somme qui pourra être avancée au déposant après réception de son blé. Un de ces bulletins sera envoyé au siège de l'Union et l'autre remis au cultivateur le jour du dépôt.

Les blés seront ainsi retirés du marché, jusqu'à ce que l'équilibre s'établisse entre l'offre et la demande.

Ce sera ensuite au conseil d'administration de l'Union de répartir les blés entre les régions placées sous sa direction. Il le pourra facilement, grâce aux indications, contenues dans les bulletins qui lui seront adressés des entrepôts.

Les ventes seront effectuées, soit par des courtiers au service de l'union, soit par les directeurs des entrepôts au fur et à mesure des demandes qui leur seront faites. Après chaque vente, le cultivateur sera prévenu par la Direction qui lui fera parvenir, par l'entremise de son syndicat, le surplus de la somme

lui revenant et, comme beaucoup d'entre eux ne peuvent attendre longtemps leur argent, sur leur simple demande, ils obtiendront le paiement, au cours du jour, des blés qu'ils auront déposés.

Mais comment seront alimentées les Caisses de crédit agricole ? Il leur faudra des ressources très importantes, les avances qu'elles auront à faire pouvant être considérables.

Elles le seront par des emprunts faits au Crédit foncier. On pourrait y ajouter une somme annuelle de dix millions à prélever sur la redevance versée par la Banque de France et mise à la disposition du gouvernement par la loi du 31 mars 1899. Enfin les frais généraux des syndicats seront couverts, au moyen d'une cotisation de 10 fr., versée par chaque membre syndiqué.

Remarquons que, en organisant ainsi la vente des blés, nous n'établissons pas de monopole. Les cultivateurs, comme par le passé, continueront à vendre eux-mêmes leurs blés, s'ils le préfèrent, sans passer par l'intermédiaire des syndicats.

Ce système va occasionner dans toute la France un mouvement considérable de céréales. Les blés du Nord seront envoyés dans les régions déficitaires du Midi. Il serait donc urgent que les pouvoirs publics interviennent auprès des Compagnies de chemins de fer pour obtenir d'elles des tarifs spéciaux, afin que ces transports ne grèvent pas trop la marchandise.

Déjà, en 1901, un tarif commun à l'ensemble des grands réseaux a été appliqué pour le transport des blés et des farines.

Ce tarif (P. V. 102) a pour traits principaux :

1° De généraliser définitivement, en l'étendant aux Compagnies de l'Est et du Midi, le bénéfice de prix de transports très réduits, analogues à ceux que la Compagnie d'Orléans inaugurait en 1892 et qui ont été ensuite étendus aux autres réseaux.

2° D'effacer, pour les transports intéressant le P.-L.-M., l'écart maintenu jusque là entre le prix de transport des farines et ceux des grains.

Le tableau suivant donnera une idée des diminutions accordées par ce nouveau tarif.

Grains et farines :

1° Pour la Compagnie du Midi.

	Pau		Foix		Perpignan	
	Prix		Prix		Prix	
	anciens	nouveaux	anciens	nouveaux	anciens	nouveaux
Orléans..	29.95	15.95	21.25	15.75	24.25	16.90
Chartres.	25.50	16.50	23.80	16.50	26.55	17.65

2° Pour le P.-L.-M.

	Annecy		Nice		Briançon	
	Prix		Prix		Prix	
	anciens	nouveaux	anciens	nouveaux	anciens	nouveaux
Orléans..	17.40	14.45	21.60	18.45	18.60	16.45
Chartres.	18.40	15.20	22.40	19.20	20.20	17.20

Des gares ci-dessus aux gares ci-contre (prix par tonne, frais accessoires compris).

Il faudrait encore, si possible, réduire ces prix et établir, comme en Allemagne, des tarifs décroissant avec la distance.

Est-ce là le seul remède à apporter à la crise agricole ? Désormais le prix du blé sera-t-il à l'abri de tout avilissement ? Nous avons vu qu'une des causes de la mévente des blés, c'est la surproduction. Or, l'organisation de la vente des blés à l'intérieur ne dégagera en rien nos marchés, quand ils seront encombrés par suite de l'abondance des récoltes.

Sans doute, en conservant dans les entrepôts des excédents de récolte, on pourrait éviter la baisse. Mais, plusieurs années de surproduction amèneraient un encombrement qui occasionnerait une crise, dont les effets seraient plus funestes encore pour l'agriculture que celle que nous traversons.

Il est donc indispensable de trouver un système nous permettant d'exporter nos excédents de blé ou de farine.

On pourrait adopter le suivant :

Les droits de douane, payés à l'entrée des blés étrangers, qui ne bénéficieront pas de l'admission temporaire, seront versés dans une Caisse spéciale. Ils serviront à payer, à tout exportateur de blé ou de farine, une prime lui permettant d'aborder le marché extérieur. Il sera prélevé annuellement sur cette Caisse une certaine somme qui sera employée à subventionner les Unions agricoles.

Et comme, en favorisant l'exportation, il est à craindre que la spéculation n'en profite pour amener une hausse exagérée des cours et jeter le trouble

dans notre marché ¹, nous croyons qu'il devrait être établi une Commission permanente de la vente des blés, dont les fonctions seraient analogues à celles du Conseil fédéral en Allemagne.

Cette commission se composerait de vingt membres pris savoir : 10 parmi les administrateurs des Unions de syndicats (1 par Union), 5 parmi les membres de l'Association générale de la meunerie et 5 dans l'Administration des douanes.

C'est à elle qu'appartiendrait la direction générale de la vente du blé en France.

Chaque année, avant les moissons, les Unions de syndicats, les Chambres syndicales de la meunerie et l'Administration des douanes lui adresseront un rapport indiquant : le stock en blés et farines restant à vendre, la quantité de blés importée de l'étranger, l'état de la récolte sur pied et son rendement probable, et enfin la situation financière de la Caisse d'exportation.

Au vu de ces rapports, la commission déterminera jusqu'à quel chiffre l'exportation des blés ou farines sera permise et fixera la somme que la Caisse spéciale d'exportation devra donner à chaque Union de syndicats agricoles.

Enfin elle adressera, par l'entremise des Unions et

1. Nous avons adressé la même critique aux projets de loi de Pontbriand, Papelier et Debussy.

syndicats agricoles, un tableau mensuel, qui sera affiché dans chaque canton et indiquera le cours normal du blé.

Nous croyons que ce système répond à la situation actuelle.

La réforme apportée à notre régime d'admission temporaire n'empêchera pas l'entrée des blés durs nécessaires à la fabrication des semoules et pâtes alimentaires, qui est évaluée à 4 millions de quintaux¹. La caisse spéciale d'exportation encaissera donc annuellement une somme de 28 millions.

D'autre part, si notre production suffit aux besoins de la consommation, elle n'a pas encore d'excédents sérieux. On peut même prévoir le retour d'années déficitaires. Les primes d'exportation ne seront donc autorisées par la commission que dans quelques années, c'est-à-dire lorsque nous aurons des réserves de blés assez élevées pour nous permettre de combler le déficit des mauvaises récoltes. La caisse d'exportation en profitera pour former son capital et ne servira pour le moment qu'à subventionner les Unions de syndicats.

Au moment de la discussion sur les bons d'importation, on a parlé de représailles de l'étranger. M. Dupuy fit observer que si, au moyen du bon

1. D'autre part, nos meuniers doivent parfois importer des blés étrangers pour améliorer la qualité de leurs farines.

d'importation, nous accordons une prime détournée à l'exportation des blés et farines, les puissances étrangères ne manqueront pas d'établir des droits à l'entrée de nos produits. Il citait des précédents. Lorsque nous avons remanié notre régime d'admission temporaire, en 1897, et autorisé le trafic des acquits, qui accordait, en quelque sorte, une prime à l'exportateur, la Belgique a frappé nos farines d'un droit de 2 francs.

Avec notre système, ce danger n'est pas à craindre. La situation faite à l'exportateur, en effet, sera identiquement la même que celle dont il jouit aujourd'hui. Sous le régime des acquits, le spéculateur arrivait à se procurer du blé à vil prix et, de plus, touchait une prime d'exportation, ce qui lui permettait d'abaisser ses prix d'une manière dangereuse pour les marchés voisins. Désormais, il n'en sera plus ainsi. Les blés français exportés ne pourront déprécier les cours étrangers, la prime qui leur sera accordée représentant uniquement la différence existant entre ces cours et le cours intérieur.

Mais l'augmentation de prix du blé que nous demandons ne va-t-elle pas occasionner une hausse dans le prix du pain ?

Nous ne le pensons pas, ou tout au moins la hausse sera peu sensible. En effet, le prix du pain n'est pas et n'a jamais été en rapport avec le prix du blé. Quand le blé baisse, le pain ne baisse pas ou peu.

En 1889, cours du blé	18 ^f 45;	prix du pain	0 ^f 30
En 1890, —	19 05;	—	0 31
En 1891, —	20 58;	—	0 32
En 1892, —	17 47;	—	0 31
En 1893, —	16 55;	—	0 28
En 1894, —	15 21;	—	0 26
En 1895, —	14 40;	—	0 26
En 1896, —	14 82;	—	0 26
En 1897, —	18 45;	—	0 30
En 1898, —	19 90;	—	0 32

Il résulte de ce tableau que le cours du pain varie de 1 centime quand le cours du blé varie de 1 franc. Par conséquent, le blé étant aujourd'hui à 19 francs et le pain à 32 centimes, ce dernier coûtera demain 37 centimes, le blé pour devenir rémunérateur devant atteindre 24 francs. Ce prix n'a rien d'exagéré.

Enfin en terminant, examinons si l'organisation du marché des blés et les primes d'exportation seront préjudiciables à la meunerie.

Tout d'abord, les 34.000 meuniers, qui travaillent à façon, n'auront qu'à se féliciter de ce nouveau régime qui leur assurera un travail régulier et des bénéfices raisonnables. Ils n'auront plus à craindre la concurrence de la grosse meunerie qui, possédant d'énormes capitaux, des entrepôts et un nombreux personnel accaparait une grande partie de notre récolte. Il en résultait que le petit meunier, ne trouvant plus de

blés à moudre et ne pouvant faire de l'importation, était condamné à ne rien faire et à abandonner son moulin. Désormais, il n'aura qu'à s'adresser aux Syndicats.

Quant aux grosses maisons qui sont forcées, pour diminuer leurs frais généraux, de transformer chaque jour de grandes quantités de blés, elles jouiront du bénéfice de l'admission temporaire.

Ce régime fonctionnera dans les termes de la loi du 4 février 1902.

Nous pensons toutefois que l'on devrait revenir aux principes de la loi de 1836 et exiger l'identité de la marchandise ; on boucherait ainsi une fissure, encore importante, dont les effets ne peuvent que nuire à l'ensemble de notre marché.

Les blés de Crimée contiennent, en effet, 14 % de gluten, tandis que nos blés français n'en ont que 9 %. Or le blé qui contient 14 % de gluten rend, pour 100 kilos de farine, 144 kilos de pain, tandis que le blé qui ne contient que 9 % de gluten, ne peut rendre que 129 kilos de pain pour un quintal de farine. Il y a certainement là une fissure à laquelle il faut remédier.

Selon nous, on devrait rétablir l'exportation à l'identique et comme, pour satisfaire aux exigences de notre clientèle à l'étranger, des mélanges de farine sont nécessaires, ainsi que nous l'avons déjà dit, le meunier exportateur enverrait ses farines dans

un des ports ou zones franches, dont nous avons demandé la création, et ce serait là que se feraient les coupages.

De cette manière, il n'y aurait plus de fraude possible.

CONCLUSION

Le système des primes d'exportation que nous venons de proposer, s'il peut être utile à l'heure actuelle, sera, nous ne nous le dissimulons point, insuffisant lorsque notre production se sera accrue d'une manière considérable. A ce moment-là, la Caisse spéciale d'exportation ne pourra plus suffire au paiement des primes.

Il est certain que le libre échange, en supprimant les droits de douane, serait la solution la plus simple. Il n'y aurait plus alors qu'un seul cours pour le blé dans le monde entier, et les pays surproducteurs enverraient leurs excédents dans les régions déficitaires.

Mais nous pensons que l'heure n'est pas encore venue d'abandonner notre agriculture à la concurrence étrangère.

Le libre échange absolu suppose un état de paix et de concorde entre les différentes nations du monde. Aussi, tant que l'hostilité reste flagrante entre les grands pays, on ne peut s'y acheminer que par étapes successives.

A un autre point de vue, le libre échange n'est guère possible aujourd'hui pour les grandes puissances continentales. Ces puissances ont besoin de ressources ; elles recourent à des contributions indirectes à l'intérieur ; celles-ci exigent, en partie, pour corrélation, des taxes douanières sur les produits similaires. On ne pourrait supprimer la douane qu'en supprimant les contributions indirectes à l'intérieur. Or cette suppression, chez les nations qui ont de grandes charges, ne serait ni aisée ni même avantageuse.

D'autre part, en ce qui concerne les blés on ne peut risquer, sans témérité, l'affaiblissement de leur production.

Mais, est-il prudent de fournir à notre agriculture les moyens d'augmenter la production d'une manière illimitée ? N'arrivera-t-il pas un moment où nous ne pourrons plus vendre nos blés faute d'acheteurs ?

Nous avons vu que nous ne pouvons espérer exporter chez nos voisins plus de trois millions de quintaux de blés. Ce chiffre sera bientôt atteint et même dépassé, en admettant qu'il ne diminue pas. Que ferons-nous alors de nos excédents ?

Le genre humain, au point de vue de l'alimentation, peut se diviser en deux grandes familles : les mangeurs de blé — les mangeurs de riz.

Les premiers, les plus nombreux, comprennent à peu près les $\frac{2}{3}$ de l'humanité.

Or, deux faits s'imposent :

Le premier, c'est que la consommation du blé fait, chaque jour, de nouveaux progrès, au préjudice de la consommation du riz. Ce mode d'alimentation s'infiltré peu à peu avec nos mœurs et notre civilisation chez les peuples de race jaune. Et il arrivera un moment où ces derniers abandonneront complètement l'usage du riz.

Le second, c'est que les pays, producteurs de riz, sont impropres à la culture du blé, cette dernière exigeant un climat tempéré et un sol d'une nature particulière.

Nous sommes donc assurés d'avoir dans ces pays tous les débouchés dont nous pourrions avoir besoin.

Vu :
H. TRUCHY.

Vu :
Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,
E. BAILLY.

Vu et permis d'imprimer :
Dijon, le 9 décembre 1902,
Le Recteur de l'Académie,
E. BOIRAC.

BIBLIOGRAPHIE

LOI DU 16 JUILLET 1819, *Dalloz J.-G.*

ORDONNANCE DU 28 SEPTEMBRE 1828. *Moniteur* du 30 septembre 1828.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, 5 mars 1832.

ORDONNANCE DU 20 JUILLET 1835. *Moniteur* du 22 juillet 1835.

DÉCRET DU 14 JANVIER 1850. *Moniteur* du 15 janvier 1850.

DÉCRET DU 1^{er} JUIN 1850. — 6 juin 1850.

DÉCRET DU 25 AOÛT 1861, précédé d'un rapport de M. Rouher. *Moniteur* du 30 août 1861.

DÉCRET DU 18 OCTOBRE 1873. *Journal officiel*, 19 octobre 1873.

DÉCRET DU 29 JUILLET 1896, *Journal officiel*, 31 juillet 1896.

DÉCRET DU 31 DÉCEMBRE 1896. *Journal officiel*, 1^{er} janvier 1897.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du 3 juillet 1897. — 1^o PROPOSITION DE LOI DE M. LE COMTE DE PONTBRIAND, *annexe*, n^o 1102. — 2^o PROPOSITION DE LOI DE M. DEBUSSY, *annexe*, n^o 1109. — 3^o PROPOSITION DE LOI DE MM. PAPELIER ET FENAL, *annexe*, n^o 1110.

DÉCRET DU 9 AOÛT 1897. *Journal officiel* du 13 août 1897.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du 20 février 1900. RAPPORT DE M. DEBUSSY AU NOM DE LA COMMISSION DES DOUANES, *annexe*, n^o 1443.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du 31 mai 1900. RAPPORT DE

M. HENRI RICARD, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, *annexe*, n° 1660.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séances des 9, 11, 13 juin, 5, 6 et 7 juillet 1900. *Journal officiel*, comptes rendus in extenso.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du 7 juillet 1900. PROJET DE LOI DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE SUR L'ADMISSION TEMPORAIRE.

SÉNAT, séance du 13 décembre 1900. RAPPORT DE M. VIGER, AU NOM DE LA COMMISSION DES DOUANES, *annexe*, n° 401.

SÉNAT, séance du 31 janvier 1901, *annexe*, n° 39.

SÉNAT, séance du 8 mars 1901. DÉPÔT DE LA PROPOSITION DE LOI DE M. PREVET.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du 11 mars 1901. PROPOSITION DE M. CASTILLARD.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du 5 juillet 1901. *Journal officiel* du 6.

SÉNAT, séance du 13 novembre 1901

SÉNAT, *Journal officiel*, séance du 17 décembre 1901.

— — — du 20 décembre 1901.

— — — du 23 décembre 1901.

— — — du 24 décembre 1901.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS, séance du mercredi 29 janvier 1902, compte rendu in extenso.

Ministère des Finances. TARIF DES DOUANES DE FRANCE, 4 vol. Imprimerie nationale, 1897.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'AGRICULTURE, séance du 4 novembre 1896. RAPPORT DE M. HENRI SAGNIER SUR L'ADMISSION TEMPORAIRE DES BLÉS.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ENCOURAGEMENT A L'AGRICULTURE. RAPPORT DE M. GEORGES GRAUX SUR LES BONS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION.

SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE. Réunion du 27 février 1901.

ANNALES DE LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, séance du 5 janvier 1870.

FÉDÉRATION LIBRE-ÉCHANGISTE. Rapport de M. G. de Molinari.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES SUR L'ADMISSION TEMPORAIRE DES
BLÉS. Notes autographiées, communiquées par M. Debussy.

RAPPORT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE TARBES, 8 déc. 1901

— — — DE LA MEUSE, 17 déc. 1901

— — — DU MANS, 18 déc. 1901

— — — DE THIERS, 6 déc. 1901

— — — DE PÉRIGUEUX

— — — DE CALAIS

— — — DE LYON

— — — DE LA ROCHE-SUR-YON,
24 octobre 1901.

JOURNAL DES ÉCONOMISTES, 5^e série, 1899. *Le mouvement
agricole en France.*

MEUNERIE, BOULANGERIE, BISCUITERIE, Ch. Touaillon, 1879.

Colson-Blanche. LES ADMISSIONS TEMPORAIRES ET LE PRIX DU
BLÉ.

Dezaunay (Gaston). EXPOSÉ CRITIQUE ET HISTORIQUE DE LA
LÉGISLATION DES ADMISSIONS TEMPORAIRES.

Rieul-Paisant. L'ADMISSION TEMPORAIRE DES BLÉS ET LES BONS
D'IMPORTATION EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE.

Dalloz J.-G. DOUANES.

COLLECTION DE LA MEUNERIE FRANÇAISE.

— DU JOURNAL DE L'AGRICULTURE.

— DU MONITEUR DE LA BOULANGERIE.

BULLETIN DE L'UNION DES ASSOCIATIONS DES ANCIENS ÉLÈVES
DES ÉCOLES DE COMMERCE.

BULLETIN DE L'UNION DES SYNDICATS DU SUD-EST.

Leroy-Beaulieu. TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, 1900.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — L'admission temporaire des blés en France, de 1819 à 1899.....	23
CHAP. II. — Réforme de l'admission temporaire.....	39
§ 1 ^{er} . Projets de loi établissant des primes et bons d'exportation et des bons d'importation.....	39
§ 2. L'admission temporaire à la Chambre des députés.....	44
§ 3. L'admission temporaire au Sénat.....	52
CHAP. III. — Législation étrangère.....	64
§ 1 ^{er} . L'admission temporaire en Allemagne.....	65
§ 2. Législation italienne.....	74
§ 3. Suppression de l'admission temporaire en Autriche.....	80

DEUXIÈME PARTIE

CRITIQUE

§ 1 ^{er} . Le trafic des acquits.....	89
§ 2. Les fissures de l'admission temporaire résultant .	103
a) Du taux d'apurement.....	104
b) De nos rapports douaniers avec nos colonies.....	109
c) — — — avec les pays de zone.....	114

§ 3. De l'influence des marchés à terme sur la vente des blés.....	118
§ 4. Critiques adressées à la loi du 4 février 1902. — Sont-elles fondées?	128

TROISIÈME PARTIE

Recherche d'un système pouvant mettre fin à la crise agri- cole	141
CONCLUSION.....	167
BIBLIOGRAPHIE	171

ERRATA

Page 33, tableau, au lieu de troisième qualité, type à 60,
lire 3^e qualité, type à 70.

— 34, ligne 4, au lieu de troisièmes, lire *troisième*.

— 36, ligne 19, au lieu de 1897, lire 1887.

39, ligne 13, au lieu de encombrés, lire *encombré*.

— 36, ligne 19, au lieu de Pichon, lire *Plichon*.

— 67, ligne 26, au lieu de trois jours, lire *huit jours*.

— 81, ligne 23, au lieu de territoire, lire *territoire*.

— 151, ligne 27, au lieu de 1897, lire 1887.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS
